

***l'Anti*capitaliste**

n°659 | 27 avril 2023 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**POUR NOS SALAIRES,
NOS RETRAITES ET LES
SERVICES PUBLICS**



UN 1^{ER} MAI

MASSIF ET BRUYANT

Dossier

**Violences policières,
violence d'État**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Macron : le début de la
fin?** Page 2

PREMIER PLAN

**Mayotte. Wuambushu
ou la violence coloniale**
Page 2

**Antiracisme. Contre le
projet de loi Darmanin,
ne pas baisser la garde!**
Page 3

**ACTU INTERNATIONALE
USA. Des fusillades qui
en disent long sur l'état
de la société
étatsunienne** Page 4

**Grèce. Quatre ans de
casse ultralibérale et
d'attaques contre les
droits** Page 5

ACTU SOCIALE

**Santé. Au CHU de
Grenoble, la catastrophe
du manque de lits et de
personnel** Page 8

**Éducation. Un Blanquer
peut en cacher un
autre...** Page 9

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Joseph
Daher, auteur de *Syrie, le
martyre d'une révolution***
Page 12

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau **partianticapitaliste.org**



Par JULIEN SALINGUE

Macron: le début de la fin ?

C'est une « petite phrase » glissée par Macron dans la longue interview qu'il a accordée au *Parisien* le 23 avril: « Je ne suis ni naïf ni dupe, les réformes des retraites, c'est toujours difficile. Depuis qu'il y en a eu, elles se passent toujours mal. Donc, c'est toujours mieux de le faire en début de mandat. » Arrogant comme à son habitude, Macron joue ici les fiers-à-bras, comme il le fait tout au long de cette interview-fleuve au cours de laquelle il multiplie les provocations sur fond d'autosatisfaction. Plus que jamais, Macron apparaît « en même temps » déconnecté du réel et déterminé à poursuivre son entreprise de contre-révolution néolibérale. C'est ainsi qu'il justifie de ne pas taxer les grandes entreprises tout en assurant qu'il faut davantage contraindre les chômeurEs, ou qu'il affirme sans rire que les casserolades et autres rassemblements organisés à l'occasion de ses déplacements ou ceux de ses ministres font « dysfonctionner notre démocratie [car] le but est d'empêcher les autres de s'exprimer ».

Et le reste est à l'avenant jusqu'à une ultime provocation: « Marine Le Pen arrivera [au pouvoir] si on ne sait pas répondre aux défis du pays et si on installe une habitude du mensonge ou de déni du réel. » On croit rêver, ou cauchemarder, face à ce renversement de la culpabilité venu du chef d'une « majorité » spécialiste des fake news (sur les retraites à 1200 euros, les retraites des femmes, etc.) et particulièrement qualifié dans le domaine du « déni de réel » face à une opposition massive à sa politique.

Au-delà des « petites phrases », le message envoyé par Macron est clair: il prétend rester droit dans ses bottes et garder le cap, faisant mine de ne pas voir qu'il est minoritaire. Mais dans le même temps, la fébrilité est palpable puisque la condition pour adopter ce positionnement est une occultation totale de l'ampleur et de la profondeur de la contestation face à la contre-réforme des retraites et, au-delà, de l'opposition à son projet de société ultra-libérale.

Comme un encouragement à multiplier les initiatives, à continuer les casserolades, la chasse aux ministres et autres représentants du gouvernement, et à se donner la perspective d'un blocage total du pays, du fonctionnement de son économie et de ses institutions. Pour les faire reculer, et pour que le « début de mandat » de Macron soit en réalité le début de la fin.

À la Une

POUR NOS SALAIRES, NOS RETRAITES ET LES SERVICES PUBLICS

Un 1^{er} Mai massif et bruyant

Macron voudrait siffler la fin de la partie en nous imposant « cent jours d'apaisement » pour tourner la page de la séquence des retraites. Mais en réalité la détermination reste intacte et, partout où il se déplace, le gouvernement est casseroilé car il n'y aura pas de paix sans retrait. Il ne faut donc rien lâcher et faire du 1^{er} Mai le début d'une nouvelle séquence de la mobilisation, avec grèves, blocages et manifestations.

Pour l'anniversaire de sa réélection, Macron, droit dans ses bottes, affiche une auto-satisfaction déconcertante concernant son bilan, qui tranche avec les casserolades qui ont encore résonné partout lundi 24 avril. Dans une interview accordée au journal *le Parisien*, il persiste et signe sans surprise sur la « légitimité » de sa réforme, dont l'utilité aurait été incomprise par des opposantEs qui ne savent selon lui que faire du bruit et se livrer à des incivilités. La colère de millions de personnes depuis plus de trois mois est ainsi piétinée par un gouvernement illégitime.

Macron ose assurer que cette réforme « redonne du muscle à la France » et permet d'ouvrir de futurs chantiers. Sur le fond, c'est continuer de détruire nos acquis sociaux, saccager la planète. Sur la forme, c'est renforcer les pratiques de gouvernance autoritaire, les passages en force à l'Assemblée ou dans la rue, pratiques symbolisées par le refus également assumé de considérer les violences policières alors même que celles-ci s'institutionnalisent. Pire, Macron se campe en opposant au RN tandis qu'il annonce dans le même temps un durcissement de la politique migratoire. À Mayotte, la chasse aux pauvres et aux immigréEs via l'opération « Wuambushu » va aggraver une situation déjà dramatique et offrir à Darmanin un laboratoire pour sa politique migratoire (lire l'article ci-dessous).

En renforçant la crise politique, en menant une politique autoritaire raciste et antisociale, le pouvoir déroule un tapis rouge aux fascistes en embuscade, qui rêvent de se nourrir des désillusions du mouvement social.

LES MINISTRES ET DÉPUTÉS DE LA MACRONIE ENFIN LIBRE DE LEURS MOUVEMENTS



CHARMAG

Les JO du Zbeul

Depuis plus d'une semaine maintenant, pas un jour ne passe sans qu'un déplacement d'un membre de la macronie soit perturbé par des actions et manifestations. Le phénomène a pris une telle ampleur que plus d'une dizaine de déplacements ministériels ont été annulés en l'espace d'une semaine, et que les ministères communiquent au dernier moment pour annoncer les agendas des ministres. À l'image du déplacement du ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye à Lyon le 24 avril, annoncé moins de deux heures en amont, et qui a pourtant été sévèrement perturbé... jusqu'au retour à Paris, gare de Lyon, Ndiaye étant contraint de quitter la gare par une porte dérobée et sous escorte policière.

Les « JO du Zbeul », puisque c'est désormais leur nom, ne sont pas juste le fait de quelques militantEs de la gauche radicale, mais

témoignent de l'ampleur et de l'ancrage du rejet de la contre-réforme des retraites et, plus globalement, de la macronie. Partout où ils se rendent, ils sont attendus par des dizaines, des centaines, voire des milliers de manifestantEs, déterminés à leur rendre la vie impossible. Et c'est tant mieux ! Loin de s'avouer vaincus, de plus en plus de gens sont convaincus qu'il est urgent de stopper ce gouvernement qui nous mène toujours plus droit dans le mur et de rompre avec un régime institutionnel antidémocratique qui instaure qu'une poignée d'élus est plus légitime que l'avis et la mobilisation du plus grand nombre.

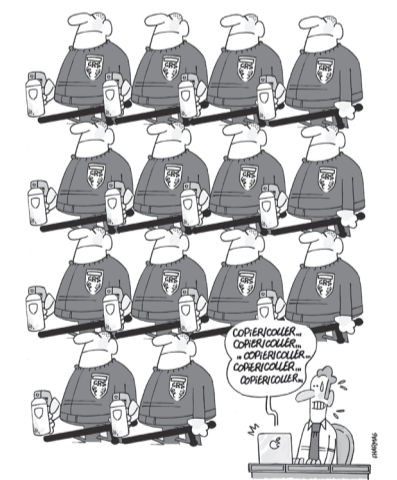
Mobilisation pour construire une alternative anticapitaliste

Il n'y aura pas de trêve dans la lutte de classe. Nous refusons de nous laisser imposer un agenda politique qui se calquerait sur

l'agenda institutionnel. Comme avec le mouvement des casserolades ou la journée de la « colère cheminote » du 20 avril, c'est à notre camp social d'imposer un nouveau calendrier de mobilisations dont l'objectif à terme reste la mise à l'arrêt du pays par la grève générale. Ce 1^{er} Mai doit constituer une démonstration de force permettant d'engager de nouvelles perspectives pour gagner le retrait de la réforme.

Cette victoire est nécessaire pour inverser le rapport de forces et imposer des mesures d'urgences sociales: retour de la retraite à 60 ans (55 pour les métiers pénibles), avec 37,5 annuités de cotisation maximum, réduction drastique du temps de travail hebdomadaire, augmentations des salaires et des pensions, développement des services publics...

C'est possible en construisant une riposte unitaire et radicale basée sur les forces politiques, syndicales et associatives déterminées à en découdre. Plus largement, il faut engager la bataille politique pour dégager ce gouvernement illégitime et travailler à la rupture révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme, pour une société démocratique, écosocialiste, débarrassée de l'exploitation et des oppressions.



MAYOTTE Wuambushu ou la violence coloniale

La France s'est refusée à une décolonisation complète de ses colonies dans l'archipel des Comores en maintenant Mayotte dans son giron, provoquant une division responsable de la mort de milliers de ComorienEs qui tentent de rejoindre les côtes mahoraises, et en instituant un climat de haine à l'intérieur de l'île.

Cela faisait plusieurs semaines que des rumeurs persistaient sur une intervention de police de grande ampleur visant à démanteler les bidonvilles installés notamment à Mamoudzou, capitale de Mayotte. Darmanin, le ministre de l'Intérieur, confirmait cette l'opération connue sous le nom de « Wuambushu » signifiant « reprise ». À cette fin, escadrons de gendarmerie et de CRS, dont la compagnie 8 connue pour ses méthodes violentes, ont été acheminés sur cette île, vestige du colonialisme français.

Maintenir son empire

La décolonisation de l'archipel des Comores qui comprend les îles d'Anjouan, de Grande-Comore, de Mohéli et de Mayotte a pris un tour singulier. Les Comoriens ont voté pour leur indépendance en 1974. Seule l'île de Mayotte s'est opposée à cette perspective du fait de son antagonisme avec Grande-Comore et Anjouan. Rien d'étonnant à cela. La colonisation des pays africains s'est faite par la violence et la ruse. Les colonisateurs ont utilisé et nourri les rivalités qui existaient entre

royaumes, clans, monarques ou grandes familles régnantes. Afin que les puissances coloniales ne profitent pas de ces divisions pour dépecer les pays lors du processus de décolonisation, l'ONU, dans le point six de sa déclaration du 14 décembre 1960, précise: « Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations unies ». C'est précisément ce que la France a fait.

En usant de l'argutie du droit à l'autodétermination des peuples, Paris a maintenu ses intérêts stratégiques de « grande puissance ». En effet la France, avec ses confettis d'empire, possède, après les USA, le plus grand domaine maritime du monde.

Le prix à payer

Pour maintenir le statut quo, les autorités françaises n'ont pas hésité à mener une politique agressive vis-à-vis des Comores en utilisant des mercenaires comme Bob Denard pour mettre au pas les dirigeants de l'archipel.

BIEN DIT

Face à la montée des températures comme des fascismes, ce n'est pas une écologie transpartisane, mais bien une écologie du rapport de forces qu'il faut instituer.

Une écologie qui démantèle les structures de pouvoir et les rapports de domination, notamment raciste, à l'origine du chaos climatique.

MICKAËL CORREIA (journaliste), *Mediapart*, 20 avril 2023.

Un monde à changer

LE DROIT À L'IVG MENACÉ PAR LA PÉNURIE DE MISOPROSTOL...

«Il faut nationaliser sa production!» En France, une femme sur trois connaît un avortement. Toute rupture de ce médicament est donc lourde de conséquences, puisqu'il est indispensable pour les IVG médicamenteuses, mais aussi pour l'expulsion d'un fœtus mort in-utéro. C'est insupportable de voir le ministre de la Santé, François Braun, minimiser le problème, parler de simple tension. Car toute difficulté d'accès est pour les femmes synonyme d'anxiété, de crainte de dépasser les délais, d'obligation de recourir à une technique plus lourde par aspiration, ou d'angoisse de

devoir garder dans son ventre une grossesse arrêtée.

Partout l'IVG est attaquée. Aux USA, des Républicains et les anti-IVG criminalisent la commercialisation du mifépristone, l'autre médicament indispensable pour les IVG. Déjà en 1988, devant la menace de boycott des anti-IVG, Roussel-Uclaf, filiale française du géant allemand Hoechst, avait essayé d'arrêter la production du mifépristone ou RU486, dont il possédait le brevet, avant d'en céder les droits en 1997.

En France les agressions contre les locaux du Planning familial se multiplient, comme en Gironde. Le gouvernement tarde à publier le décret permettant définitivement aux

sages-femmes de pratiquer l'IVG instrumentale. Les pénuries de personnels, les fermetures de maternités de proximité, qui abritent trop souvent encore les centres d'IVG, rendent plus difficile l'accès effectif à l'avortement, notamment dans les endroits isolés ou pendant les vacances. Nordic Pharma, aux capitaux américains, possède actuellement le brevet du misoprostol. Alors que les pénuries de médicaments se multiplient, dans une interview au *Monde*, la présidente du Planning familial, Sarah Durocher, souligne que «nos droits fondamentaux, tel celui à l'IVG, ne doivent pas dépendre de laboratoires privés. La nationalisation de la production de médicaments serait une solution». Sous le contrôle des associations féministes et des personnels de santé, aurions-nous simplement envie d'ajouter!

Le 22 mars dernier, Macron a affirmé qu'il y aurait bien une loi immigration «découpée en plusieurs textes qui arriveront dans les prochaines semaines». Darmanin a montré son intention de présenter le projet de loi dans son ensemble pour «pouvoir expulser 4 000 étrangers et étrangers supplémentaires par an».

Une loi abjecte qui accroît l'arsenal répressif

Qu'elle soit ou pas découpée en morceaux, cette loi accroît l'arsenal répressif déjà existant : elle précarise davantage l'accès au séjour, attaque encore le regroupement familial, le droit d'asile, le droit à la santé... avec une propagande nauséabonde assimilant les migrantEs à de dangereux délinquantEs. Et Darmanin en a rajouté lors d'une interview à France Info le 21 avril en affirmant vouloir restreindre les possibilités de naturalisation pour les enfants nés en France. Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a tenu lui aussi des propos dignes de l'extrême droite en s'en déclarant : «Nos compatriotes en ont ras le bol de la fraude. Ils n'ont aucune envie de voir que des personnes peuvent bénéficier d'aides, les envoyer au Maghreb ou ailleurs, alors qu'ils n'y ont pas droit.» Ce serviteur des riches tape sur les pauvres et ment ouvertement mais se garde bien de parler de la vraie fraude, la fraude fiscale qu'il laisse faire, ou des grosses fortunes qu'il refuse de taxer.

ANTIRACISME Contre le projet de loi Darmanin, ne pas baisser la garde!

Macron et son gouvernement aimeraient tourner la page du mouvement social inédit contre la réforme des retraites. Ils reprennent la vieille tactique éculée de diversion en enfourchant le cheval de bataille de l'immigration.



Contre la politique de destruction massive à Mayotte

L'opération Wuambushu, prévue à Mayotte à partir du 21 avril est une entreprise de destruction et d'expulsions massives qui prévoit de renvoyer 250 à 280 ComorienEs par jour pendant deux mois et de détruire des milliers d'habitats

en tôle des bidonvilles dans lesquels vit la moitié de la population. Darmanin, dans ce lointain territoire d'outremer, non seulement s'attaque aux droits humains mais utilise aussi Mayotte comme laboratoire du recul des droits humains où il expérimente des méthodes sauvages contre les étrangerEs.

Mobilisation le 29 avril et le 1^{er} Mai

L'UCIJ (Union contre une immigration jetable), la Marche des Solidarités et les collectifs de sans-papiers appellent à organiser dans tout le pays une nouvelle journée nationale de manifestations le samedi 29 avril contre la loi Darmanin et l'opération raciste et colonialiste planifiée à Mayotte! À Paris le départ de la manifestation est à 14h place de la République. À Grenoble, la création d'une AG, incluant des courants jeunes, organise une réunion publique sur Mayotte et sur les lois Darmanin et Kasbarian pour préparer le 29. À Strasbourg est prévue manif ou rassemblement. À Rennes, une réunion dynamique d'une cinquantaine de personnes, beaucoup de jeunes, a été d'appeler le 29; dans d'autres villes sans doute des dates de mobilisation sont prévues le 29 ou plus tard. À Rouen tout le monde est fixé sur le 1^{er} Mai avec, en plus des manif intersyndicales, une mobilisation antifasciste et antiraciste tout l'après-midi au Havre contre le RN qui a décidé d'y organiser un banquet. No pasarán!

D. Pierre (Commission nationale immigration et antiracisme)



Les conséquences de cette politique sont désastreuses. Les Comoriens, avec l'instauration du visa Balladur, ne peuvent plus se rendre légalement à Mayotte. Seule solution, utiliser les «kwassa-kwassa», barques de pêche locales, occasionnant de nombreux

morts. Les estimations du Sénat français font état d'un millier de noyéEs par an.

Dans l'île de Mayotte, les habitantEs ont été victimes d'un jeu de dupes. Ils et elles ont accepté de se départir de leur mode de vie, d'abandonner

leurs coutumes, et de se conformer autant que faire se peut aux lois de la République pour bénéficier d'un niveau de vie et des prestations sociales équivalents à la métropole. Les espoirs ont été déçus puisque dans tous les domaines, Mayotte, devenu le 101^e département, reste et de loin le plus pauvre de France. En effet, trois personnes sur quatre vivent sous le seuil de pauvreté.

Avenir menacé

L'économie de Mayotte est avant tout marquée par une inégalité sociale grandissante, entre expatriés métropolitains, élites locales et reste de la population. Principale victime, la jeunesse qui représente près de 60% des habitantEs. En l'absence d'une politique de formation et d'insertion sociale, la grande majorité des jeunes se retrouvent en déshérence. CertainEs se réfugient dans

l'économie de survie, le travail informel, d'autres forment des bandes menant des activités plus ou moins légales et parfois très violentes. Ce délitement social est renforcé par la politique coloniale qui a instauré une ségrégation sociale entre ComorienEs et MahoraisES pourtant issus du même archipel. Les ComorienEs à Mayotte sont perçus par nombre de MahoraisES comme une menace tant sécuritaire que sociale. Des véritables milices se forment pour les expulser des «bangas», ces taudis qui forment les bidonvilles de l'île. Ces expulsions se déroulent sous le regard bienveillant des autorités françaises. En menant l'opération «Wuambushu», Darmanin et consorts ne font que conforter ces sentiments de haine qui pourraient déboucher un jour ou l'autre sur des conséquences tragiques de grande ampleur.

Paul Martial

Le chiffre

43

C'est, par semaine, le nombre d'heures minimum de travail déclarées par la moitié

des enseignantEs selon une étude de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du mois d'octobre 2022.

«Temps de travail des enseignants: loin des idées reçues, une charge de travail parmi les plus lourdes d'Europe», *le Monde*, 20 avril 2023



Agenda

Samedi 29 avril, manifestations antiracistes «Darmanin ne fera pas sa loi!» À Paris, 14h à République.

Lundi 1^{er} Mai, journée internationale des travailleurEs. À Paris, 14h à République.

Lundi 1^{er} Mai, fête du NPA 67 contre Macron et son monde, Strasbourg. À partir de 12h, 1, place des Orphelins.

Mercredi 3 mai, réunion publique du NPA avec Christine Poupin, Angers. À 20h30, 5, boulevard Daviers (face au CHU).

Samedi 6 mai, réunion publique du NPA sur le féminisme avec Aurore Koechlin, Le Mans. À 17h30, Maison des associations, 4, rue d'Arcole.

Vendredi 12 mai, réunion publique du NPA avec Christine Poupin, L'Isle-sur-la-Sorgue. À 19h, salle des Nevons.

Samedi 13 mai, manifestation pour les services publics, Lure. Rencontres et débats du 12 au 14 mai à Lure (70) et manifestation nationale samedi 13 mai à 14h30 (lire page 10).

Samedi 13 mai, fête anticapitaliste avec Philippe Poutou, Toulouse. 11h-minuit, salle des fêtes de Ramonville, M° Ramonville. Concerts Charly Fiasco et Les Wampas. Journée+concerts: 12 euros (précaires)/ 18 euros.

NO COMMENT

Il semble interdit de s'interroger sur l'argent public reçu par la Ligue des droits de l'Homme (500 000 euros chaque année), ouvertement passée de la défense du capitaine Dreyfus à celle de frère Tariq et des séparatistes.

CAROLINE FOUREST, *Franc-tireur*, 19 avril 2023.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

CRÉDIT SUISSE Une session bien ordinaire pour la bourgeoisie suisse

Du 11 au 13 avril 2023 s'est tenue la session extraordinaire sur la reprise de Crédit Suisse (CS) par UBS. Comme annoncé, elle s'est révélée inutile et sans grands enjeux.

Les deux Chambres ne possédaient aucun pouvoir pour revenir sur les décisions prises par le Conseil fédéral en application du droit d'urgence et au mépris de plusieurs lois. Face à ce déni de démocratie, on aurait pu s'attendre à ce que les deux groupes d'« opposition » à la majorité de droite du parlement, le Parti socialiste suisse (PSS) et les Vert-e-s suisses, se montrent revendicatifs et offensifs : il n'en fut rien.



WIKIMEDIA COMMONS

Mesures cosmétiques

Le PSS a principalement défendu le renforcement des exigences de fonds propres pour les banques d'importance systémique ainsi que l'interdiction des bonus pour celles-ci. Ces revendications sont au mieux cosmétiques, au pire contreproductives. L'augmentation des fonds propres du CS depuis 2008 n'a pas empêché la chute actuelle de la banque, tandis que, le contournement de la législation suisse étant un sport national dans le domaine de la place financière suisse, l'interdiction des bonus serait facilement esquivée.

Quelles étaient les revendications des Vert-e-s à cette session ? Transformer la culture d'entreprise (reprenant à leur compte l'analyse de la très conservatrice et libérale NZZ [Neue Zürcher Zeitung] sur la responsabilité de la mauvaise gestion de CS), réguler (mais pas trop!), et étatiser temporairement les secteurs de CS les plus déficitaires (et laisser les profits à UBS).

En somme, pour le PSS et les Vert-e-s, afin d'éviter une nouvelle catastrophe, il suffirait de poser des conditions légales plus strictes aux banques d'importance systémique. Or, la situation actuelle découle directement des spécificités de la place financière suisse : sa spécialisation dans les services liés à la fraude fiscale et au blanchiment d'argent à l'échelle internationale.

Nationalisation !

La question n'est pas de savoir si UBS entrera en crise, mais quand. Pour tenter de l'éviter, le démantèlement rapide et total du paradis fiscal suisse par la suppression du secret bancaire et des nombreux privilèges fiscaux accordés aux ultra-riches et aux grandes entreprises est une première étape indispensable.

Rappelons-le, le rachat de CS par l'UBS met en danger au moins 10 000 emplois. La défense des travailleurEs aurait dû être au centre des débats. La Confédération doit interdire immédiatement à UBS tout licenciement.

À moyen terme, un plan de reconversion doit être mis en place afin de garantir qu'aucunE employéE ne se retrouve au chômage.

Ce sauvetage est l'occasion rêvée de placer UBS sous le contrôle des pouvoirs publics, des salariéEs et des usagerEs afin d'avoir une banque au service des intérêts des travailleurEs, notamment par l'interdiction collectivement décidée des investissements dans les énergies fossiles et le financement de la transition écologique.

Impossible à réaliser ? En l'espace d'un week-end, le Conseil fédéral a ficelé ce rachat assorti de garanties étatiques et de la Banque nationale suisse quasiment illimitées. La nationalisation et socialisation d'UBS-CS aurait été une alternative. C'est une question de choix politique.

William Thibaut et Julien Nagel

Paru dans le n°419 de solidaritéS (Suisse)

ÉTATS-UNIS Des fusillades qui en disent long sur l'état de la société étatsunienne

Deux fusillades déchirantes survenues ce mois-ci ont mis en évidence l'état de la société étatsunienne : une culture caractérisée par la désintégration de la solidarité, l'augmentation de la violence et l'incapacité politique à résoudre les problèmes du pays.

La peur et la haine, la crainte de l'insécurité et des agressions, le ressentiment qui se transforme en vengeance contre l'autre, sont ancrées dans ces événements violents et sont évidentes dans leur contexte.

«Loi du château»

Le premier incident s'est produit le jeudi 13 avril dans une banlieue tranquille de Kansas City, dans le Missouri, lorsque Ralph Paul Yarl, un garçon de seize ans, est allé chercher son jeune frère et s'est accidentellement trompé de maison. Yarl a attendu un moment devant la porte. C'est alors qu'Andrew Lester, un mécanicien aéronautique à la retraite de 85 ans, s'est présenté à la porte et a tiré une balle dans la tête de Yarl. Le garçon, blessé et en sang, s'est présenté dans trois maisons où il a été refoulé avant qu'une femme n'appelle des secours et ne lui vienne en aide.

La police n'a pas immédiatement arrêté Lester, qui s'est rendu à la police et a été libéré moyennant une caution de 200 000 dollars. Il a été inculpé d'agression au premier degré et d'action criminelle armée, deux délits graves. Lester a déclaré par la suite qu'il craignait que le garçon ne s'introduise dans sa maison, bien que la police ait déclaré qu'il y avait une « composante raciale » dans la fusillade. Lester a plaidé non coupable et peut invoquer la loi « stand your ground » du Missouri, qui permet de se défendre, ou la « loi du château » (fondée sur le vieux dicton selon lequel « la maison d'un homme est



WIKIMEDIA COMMONS

son château»), qui permet d'utiliser des armes pour arrêter des intrus afin de se défendre — bien que Ralph n'ait jamais menacé Lester et n'ait jamais franchi le seuil de sa maison. Heureusement, les médecins estiment que Ralph se rétablira complètement.

«Aucune raison qu'il se sente menacé»

La deuxième fusillade a eu lieu le 15 avril à Hebron, dans l'État de New York, à 330 kilomètres au nord de la ville de New York et à 100 kilomètres au nord d'Albany, la capitale de l'État. Il s'agit d'une petite ville rurale tranquille qui ne compte que 1 800 habitantEs. Là, un groupe de jeunes gens conduisant deux voitures cherchait la maison d'un ami lorsqu'ils se sont engagés dans l'allée de la mauvaise maison. Se rendant compte de leur erreur, ils

ont fait demi-tour et s'apprêtaient à repartir lorsque le propriétaire de la maison, Kevin Monahan, âgé de 65 ans et propriétaire d'une petite entreprise, est sorti de son porche et a tiré deux coups de feu, dont l'un a tué Kaylin Gillis, une jeune femme de 20 ans, étudiante, pom-pom girl de compétition et artiste en herbe. Le shérif Jeffrey J. Murphy, qui connaît la famille Gillis, a déclaré : « Il n'y avait aucune raison pour que M. Monahan se sente menacé, d'autant plus qu'il semble que le véhicule était en train de partir ». Aucun des deux hommes n'avait à craindre quoi que ce soit. Mais une étude réalisée en 2019 par la revue *Nature* a révélé que « la plupart des recherches comparant les propriétaires d'armes à feu aux non-propriétaires suggèrent que la possession d'une arme s'ancre dans un sentiment de peur. »

Justice pour Ralph, pour Kaylin et les autres

Nombreux sont ceux qui disent posséder une arme à feu pour se défendre, mais les personnes les plus susceptibles de posséder une arme à feu sont parmi les moins susceptibles d'être victimes d'une agression. Ces deux hommes blancs âgés, vivant dans la peur, et au moins dans le cas de Monahan remplis de haine par la propagande conservatrice, n'avaient rien à craindre de ces deux jeunes gens, et pourtant ils ont tiré sur le jeune homme noir et la jeune femme blanche.

Nous ne connaissons pas les opinions politiques de ces hommes, mais Monahan, propriétaire d'une petite entreprise, et Lester, travailleur hautement qualifié, tous deux blancs, sont typiques de la base électorale de Donald Trump. Et des jeunes comme Yarl et Gillis, bien que nous ne connaissions pas leurs opinions politiques, sont comme une grande partie de la base électorale des Démocrates progressistes. Les tirs résonnent comme une sorte de dramatisation de la maladie nationale de la peur et de la haine attisée par la droite.

Après la première fusillade, 1 500 des 1 800 camarades de classe de Ralph au lycée Staley, noirs et blancs, se sont joints à ce qu'ils ont appelé une « marche de l'unité », portant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Justice pour Ralph ». Oui, justice pour Ralph. Et pour Kaylin, et oui au contrôle des armes à feu. Il faut aussi stopper les médias et la droite qui attisent la peur et la haine.

Dan La Botz, traduction HW

SOUDAN Refuser la guerre des généraux

L'absence de trêve dans la guerre que se livrent les deux généraux pour s'emparer du pouvoir, accentue la crise humanitaire. Ce conflit dû en partie aux conséquences des politiques occidentales, risque aussi de déstabiliser une région fragile.

Plus les combats continuent entre l'armée régulière, dirigée par Burhan et les troupes paramilitaires de la Rapid Support Forces (RSF), emmenée par Hemidti, plus les conditions de vie se dégradent pour les populations. Les réserves d'eau, de nourriture et de carburant pour la plupart des habitantEs sont épuisées. Déjà, des centaines de civils sont décédés, et leur nombre risque d'augmenter au vu de l'impossibilité de soigner la plupart des milliers de blessés.

Les populations victimes de la guerre

Sur les cinquante-neuf hôpitaux que compte Khartoum, trente-neuf ont été mis hors d'usage. Les autres sont dépourvus de médicaments et de matériel de premiers secours. Malgré les accords entre les deux parties, aucun cessez-le feu n'est respecté, au mieux il ne s'agit que d'accalmies utilisées par les deux camps pour convoquer des troupes. Cette incapacité d'obtenir une trêve et la mise en place de corridors humanitaires, oblige les civils à tenter de fuir les quartiers les plus exposés aux tirs d'artillerie. Les principales chancelleries occidentales ont positionné

des forces militaires, notamment à Djibouti, et ont commencé à procéder à l'exfiltration de leurs ressortissants. Des témoignages font état de pillages et d'agressions de la part des combattants contre les civils. Si l'attention en Occident est focalisée sur la capitale Khartoum, les autres grandes villes du pays sont elles aussi touchées par les combats.

Risque de déstabilisation

Dans certaines parties du Soudan, où les antagonismes entre communautés sont souvent nourris par les élites au pouvoir, les conflits peuvent s'aggraver. Les différentes milices pourraient profiter ainsi du chaos pour tenter de conforter leur position, notamment celles proches des RSF au Darfour.

Une déstabilisation qui risque de s'étendre aussi aux autres pays de la région. Le Soudan, troisième plus grand État d'Afrique par sa superficie, est bordé de sept pays. À l'exception de l'Égypte, qui paraît le plus stable, les autres, Tchad, Éthiopie, Érythrée, Sud Soudan, Centrafrique ou Libye, sont frappés par des conflits larvés ou en cours. Ainsi au Tchad, l'inquiétude de la dictature du fils Déby est palpable. Ce dernier, s'appuyant sur son clan des

Zaghawa, est régulièrement menacé par les communautés arabes dans lesquelles Hemidti peut compter de nombreux appuis.

Dans le cas où il perdrait la bataille dans la capitale, Hemidti serait tenté de se réfugier dans son fief au Darfour. Ce qui lui permettrait de continuer la guerre et d'assurer sa mainmise sur les principales mines d'or du pays. Ses troupes pourraient aussi servir comme mercenaires dans les différents conflits qui agitent la région.

Renforcer la résistance

Les principales capitales occidentales, si elles déplorent la situation, se tirent à bon compte des conséquences de leur politique. Rappelons que l'Union européenne a financé les RSF dans le cadre de la lutte contre l'émigration. Le FMI et la Banque mondiale ont imposé au régime civil d'Hamdok une politique d'austérité draconienne, facilitant le putsch des deux généraux Burhan et Hemidti. Quant aux Nations unies et aux USA, ils ont quasiment imposé aux organisations de la société civile de négocier avec les généraux, contre l'avis de ceux qui continuent la lutte notamment les comités de résistance. Ils ont ainsi fourvoyé une partie des Forces de



WIKIMEDIA COMMONS

la liberté et du changement (FFC) dans des négociations qui n'ont que légitimé les auteurs du coup de force, ceux-là même qui précipitent le pays dans un abîme sanglant.

Du côté de la résistance, les organisations politiques, syndicales et associatives refusent de choisir entre la peste et le choléra et tracent une voie alternative : « Nous devons nous mobiliser et appelons à une lutte politique globale et à la désobéissance civile, telle est la tâche de l'heure qui doit nous rassembler, et nous refusons les discours de sédition, de division et les rhétoriques de haine visant à déchirer notre pays et à saper son unité, sa souveraineté, sa sécurité et la dignité de son peuple. » Notre solidarité leur est acquise.

Paul Martial

GRÈCE Quatre ans de casse ultralibérale et d'attaques contre les droits

Même si Mitsotakis contrôle la plupart des médias et verrouille l'appareil d'État, il est inquiet. Dans ce climat, la date et la forme des élections sont un enjeu : celles-ci se feront à la proportionnelle — avec un seuil minimum de 3% pour avoir des députés — mais, sauf entente pour un gouvernement de coalition, devraient déboucher sur de secondes élections qui se feront, elles, selon une loi ND donnant au premier parti un bonus de 20 à 50 députés. Ces secondes élections auraient lieu début juillet : Mitsotakis espère ainsi priver de vote quelque 220 000 jeunes travailleurs saisonniers partis bosser sur les lieux touristiques. Précisons que les sondages mettent Syriza largement en tête chez les jeunes...

Cette manœuvre électorale est l'une des innombrables attaques antidémocratiques et antisociales de ce gouvernement de droite extrême, le pire depuis la junte des colonels pour de nombreux Grecs. À tel point qu'il inquiète même les instances européennes quant à ses méthodes, par exemple avec l'affaire des innombrables écoutes, que Mitsotakis tente d'étouffer. Comme par ailleurs la situation économique n'est guère meilleure pour la population que sous les mémorandums, toutes les raisons sont là pour que cette droite radicalisée tombe dès le 21 mai, d'autant que pendant ces quatre ans, les luttes populaires n'ont jamais cessé. Mais on retrouve ici

Après moult hésitations, le Premier ministre Mitsotakis junior a fixé les élections législatives au 21 mai. Même si les sondages donnent son parti, Nouvelle Démocratie (ND), en tête, les résultats sont incertains, tant est grande la colère après quatre ans d'ultra-libéralisme et donc de répression et d'attaques contre les droits.



Le Premier ministre Mitsotakis. WIKIMEDIA COMMONS

une condition connue : pour faire tomber la droite, quelle alternative à gauche ? Pour ce premier article avant les élections, nous évoquons les quatre ans de ce gouvernement de combat contre les travailleurs, les migrantEs et les jeunes.

Un gouvernement à composition fasciste

On a parlé souvent pour ce gouvernement d'un pouvoir à la chilienne, ultra-libéral et ultra-répressif. La comparaison a du vrai : il fallait le cynisme de Mitsotakis pour mettre à des postes clés, quelques années après les meurtres du groupe nazi

Aube dorée, des fascistes certes « recyclés ND », mais dont deux avaient été ministres en 2011 (gouvernement ND-PASOK-Laos) sous l'étiquette du groupe fasciste Laos. Dès son élection en 2019, la ND a ainsi cajolé les électeurs des fascistes et, après la condamnation des meurtriers nazis en 2020, elle les a laissé agir en prison, à tel point que l'un des chefs d'Aube dorée a pu présenter des candidats d'un groupe fasciste reconstitué, que les sondages donnent à 3 ou 4%... Quant aux ministres fascistes, leur rôle est important dans le gouvernement : l'un est ministre

de l'Intérieur et fabrique des mesures afin que « plus jamais la gauche ne revienne au pouvoir » (ses propres propos) ; l'autre est au Développement et pèse de tout son poids pour la privatisation à tout va ; le troisième est à la Santé où il systématise la casse de l'hôpital public au profit du privé : dans la plupart des hôpitaux de la région athénienne, 50% des lits post-opératoires ne fonctionnent pas faute de personnel... Mais ne nous y trompons pas : les ministres de la droite d'origine « classique » n'ont rien à envier aux ministres d'extrême droite. Que ce soit à l'Éducation, avec la police universitaire et les cadeaux à l'école privée, au Travail, avec une loi anti-syndicale et cassant la journée de huit heures pour offrir au patronat des heures sup gratuites, à la Culture avec une conception Disneyland des sites et musées ou des attaques contre les droits des artistes... Mais aussi une politique migratoire meurtrière et un ministre niant contre l'évidence que les réfugiés sont souvent repoussés vers le large. Miser sur le racisme a été et reste un axe prioritaire de Mitsotakis : sa campagne électorale a commencé devant le mur en construction entre la Grèce et la Turquie, pour bien donner le ton.

À Athènes, A. Sartekis

BERLIN « Dernière génération » augmente la pression sur le gouvernement

Accompagnés d'un concert de klaxons, ils se dirigent lentement vers la colonne de la Victoire [située au centre du Grosser Tiergarten]. [...] Depuis plus d'un an, « Dernière génération » bloque des routes très fréquentées en Allemagne, notamment à Berlin. Alors qu'au début de 2022, ils n'étaient que 30 militantEs à se joindre aux blocages de rue, ils sont désormais plus de 800, selon les organisateurs, à s'être inscrits pour participer à la plus grande vague de protestation jamais vue à Berlin. [...]

Ils entendent poursuivre leurs blocages et leurs actions jusqu'à ce que le gouvernement fédéral réagisse à leur revendication : la mise en place d'un conseil de la société civile avec des membres tirés au sort, qui élabore des plans socialement justes pour la fin des énergies fossiles d'ici 2030 — et un gouvernement qui les présente également au Parlement.

Volker Wissing ment

Pour cela, « Dernière génération » se réfère à l'actuel Accord de coalition. Les « feux tricolores » [SPD, Verts, FDP] y promettent de mettre en place et d'organiser par le Bundestag des conseils citoyens sur des questions concrètes. [...] « Nous avons vu ces dernières semaines que la coalition gouvernementale — ou

Berlin, près de la porte de Brandebourg, le 20 avril dernier. Un homme se précipite vers son SUV noir, saute sur le siège du conducteur et s'éloigne en faisant crisser ses pneus. Quelques instants plus tard, une trentaine de manifestantEs de « Dernière génération »¹ passent devant le parking désormais vide de la Strasse des 17. Juni.



EVA KIENHOLZ

la Coalition du progrès, comme elle se nomme — ne fait pas un pas vers l'avenir », déclare Carla Rochel. Elle a 21 ans, vient des environs de Dresde et a abandonné ses études il y a un an et demi pour devenir une activiste climatique à plein temps. Un jour plus tôt, elle et les autres membres de « Dernière génération » ont invité à un brunch à l'église Saint-Thomas de Kreuzberg

[quartier de Berlin]. Il y aura des discours et du pain de seigle. Entraînement à la protestation et crumble au tofu. « Et puis le gouvernement supprime tout simplement les objectifs qu'il n'atteint pas, dégageant ainsi Volker Wissing [ministre des Transports et du Numérique] de ses responsabilités », estime Carla Rochel, faisant allusion aux modifications

prévues de la loi sur la protection du climat qui visent à supprimer les objectifs sectoriels fixes pour les économies de CO₂. Dernièrement, le ministère des Transports dirigé par le Parti libéral-démocrate (FDP) n'avait pas atteint les objectifs de manière notable. Peu avant la vague de protestation annoncée, Volker Wissing a reproché à « Dernière génération » de ne pas être prête à discuter. [...] Interrogée à ce sujet, Carla Rochel secoue la tête en riant. « Je viens aussi de lire ça pendant le trajet en bus jusqu'ici. Nous avons invité Wissing des dizaines de fois au dialogue. » Une autre militante poste sur Twitter des extraits de trois e-mails adressés à Wissing dont les objets sont « disposition à discuter » ou « offre de discussion ». Entre-temps, le ministre des Transports a changé de position : le 2 mai, il veut rencontrer les militants.

Eva Kienholz

Version intégrale : à lire sur <https://alencontre.org>
1 – Letzte Generation, comme « la dernière génération » à pouvoir empêcher le bouleversement climatique et l'effondrement de la biodiversité de la planète.

BRÉSIL

La fausse équivalence entre l'Ukraine et la Russie complique la tâche de Lula

Dans une nouvelle tentative pour se distinguer en tant qu'« ambassadeur de la paix » et donner de l'importance au Brésil dans le scénario de la politique étrangère, le président Luiz Inácio Lula da Silva (PT) a réussi à mécontenter les acteurs internationaux, tels que les États-Unis et l'Union européenne, lorsqu'il a parlé de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Lors de sa tournée en Chine et aux Émirats arabes unis ces derniers jours, Lula a critiqué le rôle joué par les Américains et les Européens dans le conflit, qui a débuté en février 2022, lorsque les forces russes ont envahi le pays voisin dans le but de renverser le gouvernement démocratiquement élu du président Volodymyr Zelensky et d'annexer certaines parties du pays. Samedi 15 avril, lors d'une visite à Pékin, il a déclaré qu'« il est nécessaire que les États-Unis cessent d'encourager la guerre [en Ukraine] et commencent à parler de paix. L'Union européenne doit commencer à parler de paix ». La critique a introduit la proposition de créer une sorte de G20 formé par des pays non impliqués dans la guerre pour articuler le rétablissement de la paix.

La suggestion que les Américains contribuent à prolonger le conflit a mis la Maison Blanche en colère. Le porte-parole Jack Kirby a qualifié le discours de « profondément problématique » parce qu'il faisait écho à la position de Moscou et de Pékin. Peter Stano, porte-parole de la Commission européenne, a déclaré que l'Union européenne aidait « l'Ukraine à exercer son droit légitime à l'autodéfense "face à une" agression illégale, une violation de la Charte des Nations unies ».

Invitation

Mais c'est une autre opinion du président brésilien, manifestement erronée, qui a frappé le gouvernement ukrainien. Dimanche 16, le président du PT a réparti équitablement la facture du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

« Le président Poutine ne prend pas l'initiative d'arrêter. Zelensky ne prend pas l'initiative d'arrêter. L'Europe et les États-Unis finissent par contribuer à la poursuite de cette guerre. Je pense que nous devons nous asseoir autour d'une table et dire que cela suffit, discutons, car la guerre n'a jamais apporté et n'apportera jamais de bénéfices », a-t-il déclaré.

Cette grave fausse symétrie favorise le gouvernement russe en ignorant que c'est Vladimir Poutine qui a pris l'initiative impérialiste d'envahir et de bombarder une nation souveraine pour s'en emparer en partie, voire en totalité. Lula a également ignoré que l'alliance de l'Ukraine avec l'Occident serait le seul moyen de faire face à la puissance militaire de l'armée russe. L'alternative serait de céder son intégrité territoriale sans la défendre au préalable. Le porte-parole de la diplomatie ukrainienne, Oleg Nikolenko, a utilisé Facebook pour reprocher au Brésilien de mettre « la victime et l'agresseur sur le même plan » et d'attaquer les alliés qui aident le pays à se protéger d'une « agression meurtrière ». M. Nikolenko a invité M. Lula à se rendre à Kiev, la capitale du pays, afin qu'il « comprenne les causes réelles et l'essence » de l'invasion russe.

Visite de Lavrov

Le déséquilibre dans la déclaration de Lula a déjà été exploité par la Russie, qui mène une campagne diplomatique auprès des pays émergents pour les convaincre que la guerre n'est qu'une défense contre l'hégémonie américaine sur la politique et la sécurité mondiales.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a été reçu par Lula à Brasilia le 17 avril. Devant les journalistes, il a repris les mots de Lula pour dire que les deux pays avaient des « approches similaires » des questions mondiales, suggérant qu'ils étaient opposés aux États-Unis et à l'Otan. [...] La situation est délicate. Certains observateurs ont interprété que Lula pourrait être utilisé par la Russie pour faire gagner du temps à Moscou, tout en soulignant la quasi-insignifiance de la nation dans la médiation des conflits internationaux.

Tatiana Py Dutra, journaliste à la Revista Movimento
Version intégrale sur [Revista movimento.com](https://www.revistamovimento.com) (traduction DeepL, revue FD)



ATTEINTES
AU DROIT DE
MANIFESTER

CHEFI
CHEFI!

J'AI SAISI LE
NUMÉRO D'UN
AVOCAT SUR UN
MANIFESTANT!



des «ressources humaine». » Un pronostic qui, malheureusement, s'est avéré exact. La question était alors posée de savoir si Macron représentait une solution de « sortie de crise » pour les classes dominantes, de plus en plus incapables à maintenir l'ordre néolibéral et le consentement à ce dernier, ou s'il était un produit de cette crise qui ne pourrait, à moyen terme, que l'approfondir. Six ans plus tard, tout indique que, même si ses politiques répondent aux souhaits de la bourgeoisie, la crise est loin d'être résolue : les contre-réformes sont adoptées, plus ou moins en force, mais le consentement n'est pas là, en témoignent les mouvements de contestation sociale, la faible popularité de Macron et le rétrécissement de sa base, lui qui était déjà minoritaire lors de la présidentielle de 2017.

«Maintenir l'ordre» ?

Incapable, en raison de la brutalité de ses réformes, d'arracher le consentement de secteurs significatifs de la population, le pouvoir macronien traverse une crise de légitimité inédite. Et c'est ainsi qu'il a pris la décision, comme cela avait été le cas lors du mouvement des Gilets jaunes, de faire taire la contestation par la force. Ainsi, le choix fait par les autorités quant à la gestion répressive de la manifestation de Sainte-Soline le 25 mars de ne laisse planer aucun doute : à aucun moment il n'a été question de « maintenir l'ordre » dans un champ perdu des Deux-Sèvres, mais bien de semer le chaos et de faire passer un message aux contestataires.

Il faut évidemment situer l'épisode de Sainte-Soline dans le contexte plus général de mobilisation massive et durable contre la retraite à 64 ans, avec un pouvoir minoritaire qui a recours à tous les artifices antidémocratiques de la 5^e République et qui compte avant tout sur l'appareil répressif pour se maintenir. Un pouvoir qui a en outre compris qu'un mouvement écologiste radical porte en lui une critique profonde du système capitaliste productiviste et de ceux qui le gèrent.

Une situation globale à laquelle s'ajoutent les ambitions personnelles d'un certain Darmanin, qui a compris, comme d'autres avant lui, au premier rang desquels Sarkozy, l'un de ses mentors, que le ministère de l'Intérieur pouvait être une rampe de lancement pour des ambitions présidentielles. Et c'est ainsi que, ces dernières semaines, Darmanin se pavane, joue au dur, se posant en « homme d'État »

Incapable, en raison de la brutalité de ses réformes, d'arracher le consentement de secteurs significatifs de la population, le pouvoir macronien traverse une crise de légitimité inédite

tout en reprenant à son compte l'ensemble de la rhétorique de l'extrême droite.

Faire front, construire une alternative

La LDH critique le maintien de l'ordre « à la française », et elle n'est pas la seule. De l'ONU au Conseil de l'Europe en passant par des ONG comme Amnesty International, les condamnations, plus ou moins assumées, se multiplient. Et nous nous retrouvons avec cette situation cocasse dans laquelle le prétendu « pays des droits de l'homme », si prompt à donner des leçons de démocratie aux quatre coins du monde — tout en épargnant les dictatures « amies » —, devient un symbole de la menace autoritaire qui plane sur les « démocraties libérales ». Et c'est ainsi que Macron, en visite au Pays-Bas, se fait interpellé par des étudiantEs au nom de la démocratie et des droits humains, sort d'habitude réservé aux représentants de dictatures.

Le développement de cet autoritarisme du 21^e siècle, qui n'a pas commencé avec l'élection de Macron mais auquel ce dernier a donné une accélération, n'est pas un accident de parcours. Répression policière, attaques contre la liberté de la presse et offensive contre les droits démocratiques font système, et sont un élément structurant du macronisme. Là réside le principal danger du moment répressif que nous traversons actuellement : la macronie n'opère pas une simple « fuite en avant », mais a fait de l'ultra-répression un mode de gouvernance. Il y a urgence à ce que syndicats, associations, partis, collectifs, et bien d'autres encore, s'unissent pour enrayer cette machine infernale. Pour la liberté de manifester, qui n'est déjà plus, aujourd'hui, un droit à défendre, mais à reconquérir. Pour les droits démocratiques et les libertés publiques, toujours plus attaquées. Avant qu'il ne soit trop tard.

Julien Salingue

1 — «Le macronisme est un autoritarisme», *l'Anticapitaliste* n°394 (27 juillet 2017).

La violence de l'État est non seulement symbolique – et Macron et son gouvernement nous en donne la preuve à chaque fois que les uns ou les autres prennent la parole – elle est aussi physique. Gazages, matraquages, blessures graves, intimidations, humiliations, gardes à vue : les dernières semaines ont montré l'ampleur de la répression dont est capable l'État face à la contestation. Les victimes des violences policières dans les quartiers populaires ne peuvent compter que sur des collectifs pour être visibles et se défendre. Quelques faits et arguments pour comprendre les violences systémiques.

POUVOIR UN MOMENT RÉPRESSIF DANS UN COURS AUTORITAIRE GLOBAL

En engageant une procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre quelques jours après le brutal épisode répressif de Sainte-Soline, Gérald Damarnin a montré qu'il n'avait nullement l'intention, bien au contraire, de ralentir le cours autoritaire de la macronie. Confirmation dans la foulée avec la mise en cause de la Ligue des droits de l'homme (et de ses subventions publiques), accusée d'être trop critique de l'institution policière. Deux épisodes qui ne sont nullement des « dérapages » mais bien l'illustration de ce à quoi en est réduit un pouvoir fragilisé, délégitimé, minoritaire, qui s'appuie plus que jamais sur l'appareil répressif pour rester en place.

Le moment répressif actuel n'est pas un accident. Il s'inscrit dans la continuité d'un cours autoritaire global, qui n'a pas commencé avec l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 mais qui a, depuis, connu plusieurs accélérations. Un cours autoritaire qui n'est pas une simple « fuite en avant » de Macron et de ses sbires, mais bien l'expression d'une crise d'hégémonie des classes dominantes, qui ne s'exprime pas qu'en France mais aussi à l'échelle internationale.



Lors de la 11^e journée de mobilisation, le 6 avril, à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Un cours autoritaire

Quelques semaines après l'élection de Macron en 2017, nous écrivions¹ : « À la tête d'un exécutif mal élu et disposant d'une base sociale particulièrement réduite, le manager Macron et ses chefs d'équipe, pour la plupart issus de la « nouvelle économie » et des grandes écoles de commerce, entendent exercer le pouvoir comme s'ils administraient une start-up ou un cabinet d'avocats de Wall Street : une vitrine décontractée et moderne, mais une gestion brutale et autoritaire

MANIFESTATION « AVEC LA LOI DU 2 MARS 2010, ON PEUT INTERPELLER DES GENS PARCE QU'ON LEUR PRÊTE UNE INTENTION »

Entretien. Lors de la manifestation parisienne très massive du 23 mars dernier, après l'usage du 49.3 et les nombreuses violences policières qui ont suivi, nous avons rencontré **Fabien Jobard**, politologue et directeur de recherche au CNRS sur les questions de police et justice.

En matière de « maintien de l'ordre », quelle analyse fais-tu entre « avant » et « après » le 49.3 ?

La vraie différence entre avant et après, c'est le changement dans la forme que prennent les manifestations. Le temps que durait la discussion parlementaire, les manifestants exerçaient leur présence massive par le pouvoir du nombre, pour faire pression sur les discussions à l'intérieur du Parlement. À partir du moment où le 49.3 est acté, il n'y a plus de discussion au Parlement et il y a un changement de la finalité même des manifestations : qui manifeste et pour quoi ? contre quoi ? Les syndicats, l'intersyndicale ont cadré les manifestations de manière à ce qu'elles se déroulent en parallèle, en faisant pression sur le Parlement. Ils sont désormais obligés de reforcer tout un travail argumentatif pour remettre les gens dans la rue, les encadrer, mais les encadrer pour quoi ? pour quoi ? Donc après le 49.3, il existe un ensemble de manifestantEs qui manifestaient tout en disant « mais non, ce n'est pas au Parlement qu'on peut attendre qu'une telle contre-réforme des retraites soit combattue, c'est dans la rue » ! Et bien évidemment, ils ont un boulevard d'opportunités qui s'offre à eux. Et parmi les manifestants qui croyaient dans la force de la discussion parlementaire, il y en a beaucoup qui se joignent à ceux qui ne

croient pas dans le Parlement. On a un moment de flottement. On voit les manifestants les plus radicaux, d'une certaine manière, prendre le lead, la tête des mouvements éparés qu'on voit un peu partout en France. Ils sont légitimés. Leur légitimité est gonflée à bloc par le coup d'arrêt porté à la discussion parlementaire. Alors évidemment, face à ce type de manifestantEs et de manifestations, on voit d'autres stratégies policières se déployer, avec notamment un ensemble d'unités qui agissent aux fins de dispersion, dislocation, interpellations. Et ça donne lieu aux violences.

On est d'accord que manifester ce n'est pas un délit...

Manifester, ce n'est pas un délit, même quand la manifestation n'est pas déclarée, contrairement à ce qu'a affirmé Gérard Darmanin. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme est très claire, elle parle de la manifestation comme d'un désordre acceptable, et donc elle vise le plus faible encadrement juridique possible de la manifestation. On n'a pas à demander l'autorisation pour manifester. Une manifestation ne peut être un délit. Des gens peuvent à l'intérieur d'un rassemblement, soit festif soit revendicatif, se livrer à des délits, mais la manifestation n'est jamais un délit. Sauf lorsqu'elle est

explicitement interdite et qu'en s'y rendant, on refuse d'exécuter les commandements de la force publique. À ce moment-là, on est passible d'un délit, mais qui est un délit très particulier qui est celui d'attroupement.

Si on prend l'exemple de la soirée du 16 mars à la Concorde à Paris, il y a 292 personnes interpellées, seulement 9 sont défermées. Peut-on parler d'arrestations arbitraires ? Ces chiffres montrent qu'il y a eu des vagues d'interpellations commises sur des personnes qui n'ont pas commis de délit, qui n'ont pas commis d'infraction. Ces interpellations sont autorisées par les lois les plus récentes. Avant 2010, ces interpellations n'étaient pas possibles. Avec la loi du 2 mars 2010, dite « loi Estrosi », sur la participation à un groupement formé en vue de commettre des infractions, on peut interpellier des gens parce qu'on leur prête une intention. Évidemment, c'est très dangereux en droit pénal. C'est du droit pénal préventif. Et c'est sur la base de ce type de législation qu'on a procédé à ces interpellations-là, face auxquelles d'ailleurs la justice répond qu'elle n'a pas de base pour poursuivre.

Il y a aussi eu les gazages massifs et un usage de la force complètement disproportionné. Qu'est-ce que cela dit du gouvernement en place ?

Il y a un ensemble de sections dans la police, notamment les BRAV-M, qui partent du principe que la justice ne va pas punir, que la justice est laxiste

Je ne sais pas ce que ça dit du gouvernement en place. Il y a trois lectures possibles de cette violence. La première lecture consiste à dire qu'au fond tous les épisodes qui ont été filmés, enregistrés relèvent de policiers qui n'ont pas bien compris l'uniforme qu'ils ont endossé et qui frappent à tout va : c'est la bavure individuelle.

La deuxième solution, c'est de dire qu'en fait il y a des sections dans la police qui ont une doctrine particulière ou qui ont un entraînement particulier, un enseignement qui les amène à privilégier l'usage individuel de la force plutôt que la doctrine de maintien de l'ordre. La troisième solution, c'est celle que ta question suggère, c'est que le gouvernement donne des ordres de brutalité. On peut donner des ordres de fermeté. Ce n'est pas la même chose que donner des ordres de brutalité.

Là, pour le coup, je ne suis pas dans le secret des dieux. Mais mon hypothèse, c'est qu'il y a

effectivement un ensemble de sections dans la police, notamment les BRAV-M, qui sont formées le jour même et qui sont en fait des policiers le plus souvent affectés à des unités de contrôle des violences urbaines. Et pour ces policiers, il y a des manifestants et il y a des émeutiers. Dès lors qu'on est émeutier, on a mérité selon eux une chose : la matraque. Pourquoi ? Parce que ces policiers-là partent du principe que la justice ne va pas punir, que la justice est laxiste. Le problème de la police, c'est la justice. Et donc ils administrent sur place et sur pièces une sanction : coups de matraque, brutalités diverses. Les policiers sont convaincus que c'est comme ça qu'on va mettre un terme au mouvement, en diffusant la peur, et on sanctionne l'auteur de... on ne sait pas trop quoi, car s'il y avait une infraction, on pourrait interpellier et présenter devant le procureur. Donc, on sanctionne... un émeutier parce qu'il est né émeutier.

Il y a de nombreux témoignages de manifestantEs qui ne sont pas du côté des émeutiers et qui se retrouvent en garde à vue, qui se retrouvent matraqués. Comment on explique ça ?

Effectivement ces gens-là peuvent être pris dans des nasses, qu'on aurait appelé des rafles à d'autres moments. Les policiers s'en prennent parfois même à des individuEs qui n'ont pas voulu prendre part au mouvement, à des gens qui sortent d'un restaurant ou de leur salle de gym, ou qui vont chez eux.

Mais là, les policiers obéissent à des demandes, à des ordres de la salle de commandement. Ou bien les policiers considèrent que les personnes font partie d'un rassemblement qui n'a pas été déclaré donc illégal et qu'elles sont déjà auteurEs d'une infraction. Ce qui est évidemment une lecture complètement erronée du droit de la manifestation et qui conduit à ces violences.

Est-ce que ceux qui sont censés maintenir l'ordre ne créent pas en fait le désordre ?

Cette dynamique, on la voit à chaque fois que la situation semble échapper au directeur des dispositifs. On l'a très bien vu avec le mouvement des Gilets jaunes, il y a souvent des cycles de mobilisations qui s'engagent sur une question ou une autre. Pour les Gilets jaunes, la question qui était bien plus étroite que celle de la réforme des retraites, était l'introduction d'une nouvelle taxe sur l'essence. Le mouvement a démarré mi-novembre 2018, et dès début janvier 2019 le moteur principal du mouvement, c'était la protestation contre les violences policières. Et il est tout à fait possible que ce cycle de mobilisations débouche sur un autre, ou bien que les deux se conjuguent pour que tu aies des mobilisations : une mobilisation massive, toujours massive contre la réforme des retraites et des mobilisations contre les violences policières, la violence d'État, etc. Et donc un cycle répond à l'autre et les deux s'alimentent réciproquement.

Propos recueillis par Diego Moustaki

QUARTIERS « LE COLLECTIF STOP VIOLENCES POLICIÈRES DE SAINT-DENIS EST PRÉSENT À CHAQUE MOBILISATION OÙ LA POLICE EST PRÉSENTE »

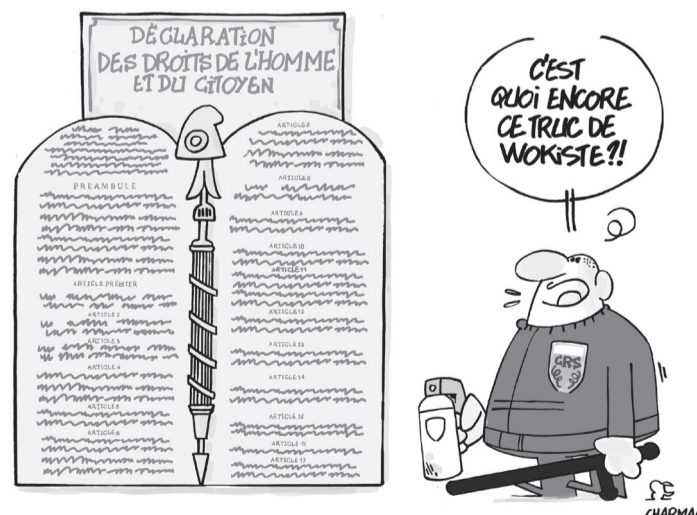
Entretien. La répression qui s'abat sur les militantEs ne doit pas faire oublier que l'État et les forces de l'ordre sévissent chaque jour dans les quartiers populaires. C'est ainsi que Yanis, 20 ans, est mort à la suite d'une course poursuite avec la police. **Émilie**, membre de l'association Justice et Vérité pour Yanis et du collectif « Stop Violences policières » à Saint-Denis (93) raconte le combat judiciaire et quotidien.

Près de deux ans après les faits, la famille de Yanis vient d'obtenir l'ouverture d'une instruction, pourrais-tu revenir sur les étapes du combat qui l'ont rendue possible ? Pour nous, il était essentiel d'avoir accès à la justice, et surtout à l'enquête qu'ils ont menée, pour comprendre exactement ce qu'il était arrivé à Yanis ce soir du 14 avril 2021. Notre combat a duré presque deux ans, rythmé par des marches et d'autres mobilisations militantes. Nous n'aurions jamais trouvé la force seuls de mener un si long combat et nous remercions infiniment tous nos soutiens, qui nous ont donné du courage et qui ont cru à nos côtés à ce combat juste. Cette mobilisation populaire a permis l'ouverture de l'instruction. Mais notre combat n'est pas terminé, il s'agit aujourd'hui de se battre pour obtenir le visionnage rapide des images de vidéosurveillance ainsi que l'entière vérité sur le déroulement des faits qui ont enlevé la vie à un jeune dionysien de 20 ans.

La famille de Yanis et le comité Justice et Vérité pour Yanis ont eu un rôle central dans la construction du collectif Stop Violences policières Saint-Denis, pourquoi est-ce une démarche importante pour vous ?

Nous avons vécu un événement plus que tragique : perdre un proche qui a croisé une police aux techniques violentes et condamnables. Nous ne le souhaitons à personne. Nous avons décidé d'être actifs dans la lutte contre toutes les formes de violences exercées par les forces de l'ordre sur notre territoire car malheureusement Yanis n'est pas l'unique victime. Nous n'accepterons plus de blessés, nous ne voulons plus de morts. Nous exigeons une police exemplaire qui respecte le code de déontologie et tous les administréEs. Le collectif a la capacité de porter cette exigence.

Quels sont les éléments qui font de ce collectif un outil de protection utile/indispensable dans une ville



populaire comme Saint-Denis ? Le collectif Stop Violences policières à Saint-Denis, qui existe depuis novembre 2022, a permis d'élargir le combat que nous menions au sein de l'association Justice et Vérité pour Yanis, mais avec des forces vives et engagées. De nombreuses personnes se

tourment désormais vers le collectif pour dénoncer les violences subies par la police municipale ou nationale, qui n'accordent que trop peu d'estime aux DionysienEs raciséEs et/ou militantEs. Le collectif est présent à chaque mobilisation où la police est aussi présente, pour créer

un rapport de forces et assurer la protection de toutEs. Notre rôle est de lutter contre ces violences, celles qui se perpétuent car systémiques, en leur donnant de la voix et en accompagnant les victimes. Et puis surtout en luttant effectivement contre les possibles dérives dans la ville la plus peuplée d'Île-de-France et qui s'apprête à recevoir les jeux Olympiques : depuis l'arrivée à la mairie de Mathieu Hanotin, la police municipale a été armée, de nouvelles brigades créées, les effectifs augmentés, les caméras de vidéosurveillance ont été triplées...

Quels sont les objectifs et l'agenda du collectif Stop Violences policières Saint-Denis ?

Le collectif Stop Violences policières à Saint-Denis vise trois objectifs. Le premier est d'aider les victimes, les familles et les proches des victimes à se défendre et à faire valoir leurs droits ainsi qu'à obtenir vérité, justice et respect. Le deuxième objectif est de créer du lien entre les habitantEs de Saint-Denis, afin de nous instruire de nos droits face aux abus de la police, et de nous organiser collectivement pour combattre les politiques sécuritaires et répressives.

Notre rôle est de lutter contre ces violences, celles qui se perpétuent car systémiques, en leur donnant de la voix et en accompagnant les victimes

Enfin notre troisième objectif est de créer localement un rapport de force pour nous faire effectivement entendre et faire cesser ces pratiques abusives au sein de notre ville.

Le collectif Stop Violences Policières à Saint-Denis est présent sur les réseaux sociaux (Instagram, FB) et se réunit toutes les trois semaines. Ces réunions fréquentes permettent de dresser des bilans et de mener des actions en conséquence. Elles permettent aussi à chacun de se former pour lutter de manière effective et quotidienne contre les violences policières. Le collectif organisera au courant du mois de juin une journée en soutien à toutes les victimes de la répression à Saint-Denis et à celles et ceux qui organisent leur défense. **Propos recueillis par Cathy Billard**

ANTI-MACRON, ANTIFASCISTE

Le Havre se prépare à un 1^{er} Mai... particulier!

Comme partout, le mouvement ouvrier havrais prépare pour le 1^{er} Mai un gros temps fort pour le retrait de la réforme Macron. L'originalité cette année, c'est que le Rassemblement national — Marine Le Pen et Bardella en tête — s'invite dans notre ville pour célébrer leur 1^{er} Mai par une petite coterie médiatique avec les cadres du mouvement.

Il y a là peut-être un signe de la volonté du RN de s'implanter dans une région où il a remporté de bons résultats lors des derniers scrutins, mais sans doute aussi une volonté de venir défier « sur ses terres » le maire Édouard Philippe, potentiel candidat à la succession de Macron en 2027.

Contre la loi sur les retraites, contre le fascisme

Depuis quelques semaines, à l'invitation d'Attac, un collectif unitaire 1^{er} Mai s'est mis en place, regroupant pratiquement toute l'intersyndicale (à l'exception de FO et de la CGC), les associations antiracistes, féministes et LGBTQI, les organisations politiques (les différentes composantes de la Nupes, le NPA, l'UCL...). Après quelques tensions au réglage (la CGT craignant la « prise en otage » de la manifestation syndicale par l'aspect antifasciste du rassemblement), tout le monde travaille d'arrache-pied à la réussite de ce qu'on appelle l'« évènement », c'est-à-dire la manifestation en deux tronçons (reflétant de façon articulée l'aspect rejet de la loi retraite d'une part, puis antifasciste, antiraciste et antisexististe de l'autre), et la tenue à l'issue de la manifestation d'un grand village de stands militants, convivial et politique, avec un concert non-stop de groupes très populaires localement.



Il s'agit évidemment par cette initiative d'offrir aux médias nationaux, qui seront présents en masse au Havre, les images de notre opposition populaire et massive au RN durant cette journée. D'ores et déjà, on peut souligner et se réjouir de ce que la préparation de ce 1^{er} Mai est pour la première fois l'occasion d'une rencontre et d'un travail en commun entre différentes origines militantes et générationnelles. Le NPA local en est, et sera présent le 1^{er} Mai avec le renfort de camarades venus des autres villes normandes.

CorrespondantEs

SANTÉ Au CHU de Grenoble, la catastrophe du manque de lits et de personnel

Après le nouveau décès d'un patient le 12 avril aux urgences de Grenoble, il est plus que jamais question de se battre pour obtenir de bonnes conditions de travail et des moyens, des bras et des lits, dans de nombreux services.

Dès le 4 avril dernier, dans un contexte de situations de plus en plus dangereuses, les syndicats du Centre hospitalier universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) avaient décidé de faire un signalement au Procureur de la République pour « mise en danger de la vie d'autrui par défaut des moyens ». Il a été classé sans suite, le magistrat estimant que l'inaction des pouvoirs publics ne justifiait pas l'ouverture d'une enquête pénale. Et pourtant!

Décès et colère des patients

Le 11 avril, toujours pas entendus et à bout face à l'indignité de leurs conditions de travail et leur isolement, les personnels des urgences prennent la décision de déplacer une trentaine de brancards à l'étage au-dessus, dans le hall d'accueil de l'hôpital pour alerter et rendre visible l'invisible: en montant (avec leur accord) les patientEs en attente dans le couloir des urgences, ils espèrent dénoncer, une fois encore, la situation de leur service au bord de l'effondrement.

Le 12 avril, un décès vient tristement confirmer l'alerte désespérée des syndicats: celui d'un patient de 91 ans, un matin, après 3 jours sur un brancard des urgences, sans avoir pu voir ses proches. « La famille a dit que c'était un hôpital de salauds », rapporte le docteur Cyrille Venet, anesthésiste et syndicaliste au CHU. Les mots sont rudes, mais le médecin comprend. Comment blâmer cette colère? La situation est telle que « les patientEs s'accumulent aux urgences, dans l'attente d'une place dans un service. Certains sont là depuis 10 jours, stagnants dans le couloir, faute de lits ouverts en aval, faute de personnels, faute de bras », témoigne-t-il.

Fermeture des lits aux urgences et dans les services

Ces fameux lits. Près de 21000 ont été fermés sous le mandat Macron, continuant ainsi la casse de ses prédécesseurs. Dernier épisode en date: la loi Rist, qui, en restreignant drastiquement les possibilités de



DES BRAS DES LITS

recours à l'intérim médical pour les hôpitaux pourtant en pénurie de médecins, conduit à de nouvelles fermetures de lits et de services. « Même si les urgences arrivent à tenir avec un nombre suffisant de professionnels, les lits d'aval manquent en permanence, avec trois filières particulièrement impactées: la psychiatrie, la gériatrie et la pédiatrie. La situation en pédiatrie, notamment au bloc, est catastrophique », selon Cyrille Venet. Pour lui, « L'idée folle que les urgences du CHU puissent fermer est non seulement devenue possible, mais même extrêmement probable ».

Et cela tend les discussions entre le corps médical et l'administration supposée œuvrer dans le même sens que les soignantEs. Lors de la dernière réunion exceptionnelle des chefs de service, le risque de fermeture a poussé à des réflexions ubuesques: arrêter les activités des services pour sauver les urgences? « Ce serait vider les étages pour faire croire aux populations du bassin de vie qu'on tient la baraque. Ça n'aurait pas de sens » déplore le Dr Venet. Pourtant, il y a assez de médecins pour rouvrir des lits, précise-t-il en ajoutant « pas tous les lits nécessaires, mais rouvrir les lits fermés permettrait déjà une amélioration, il ne manque pas grand-chose pour retrouver des conditions normales d'exercice: les 90 lits de Grenoble, les 50 de Saint-Egrève, les 30 de Voiron et les 20 de Saint-Laurent-du-Pont, et on

tiendrait le temps de se réorganiser sérieusement ».

Malgré tout, lorsqu'ils arrivent aux urgences, les usagerEs du bassin de vie témoignent beaucoup de soutien aux soignantEs. Même angoissés par le tableau catastrophiste et malheureusement réaliste dans la presse, « la plupart sont très sympathiques, extrêmement patients, gentils, s'excusant parfois d'avoir dû venir. Ils sont rassurés qu'on arrive à tenir ».

« Des bras, des lits »

Et ils tiennent, les soignantEs. Ils luttent. « « Des bras, des lits », ce n'est pas un collectif, c'est un mot d'ordre intersyndical, parti du CHR de Metz-Thionville à la base ». Ses urgences ont vécu une fermeture inopinée. « C'est important, parce que c'est François Braun, notre ministre de la Santé qui était chef de ce service, dans lequel il y a eu 55 personnels en arrêt maladie sur 59 au total [NDLR: infirmierEs et aides-soignantEs]. Pendant plusieurs heures, il y avait des patientEs... mais pas de personnels. Dans des urgences, en France... », souligne le médecin. « Ce mot d'ordre, c'est pour tout: salaires, conditions de travail, ratio de patientEs, capacité d'ouvrir des lits d'aval, formations, recrutement, valorisation du travail de nuit, titularisation, capacité de diplômer des infirmiers de bloc... Des bras, des lits, ça concentre toutes ces questions », ajoute le Dr Venet.

Au-delà de Grenoble, « Des bras, des lits » est une revendication qui prend de l'ampleur ailleurs en France et fédère de plus en plus. Car les tensions sur le système de soins et les risques vitaux pour les patientEs sont présents partout chaque jour. Comme pour ce patient, schizophrène, arrivé aux urgences automutilé et en crise. Capable d'une grande agressivité envers lui-même ou les autres, il devrait bénéficier d'une surveillance adaptée, dans une unité spécialisée. Mais il n'y a pas de place, alors il restera aux urgences ces prochains jours. Sédaté parce qu'il est en crise trop violente ou attaché pour ne pas s'enfuir à nouveau et être retrouvé par les vigiles sur le parking... Sédater ou attacher sur un brancard, seules solutions dans ce contexte d'attente de lit. Voilà où l'on en est: « au bord de l'accident grave, contraints malgré nous à des méthodes barbares, déplore le médecin, avec des risques pour le patient, pour les autres et pour les personnels. On est les seuls témoins des drames quotidiens, pas seulement des plus médiatisés. Pour chaque patientE qui décède, on se demande ce qu'on aurait pu faire, comment on aurait pu réussir à le sauver... si on avait eu un système qui marche ».

Une assemblée générale des personnels se tiendra le 4 mai. Une partie est déjà en grève illimitée depuis le 6 décembre 2022 pour dénoncer le manque de moyens et les situations dramatiques. Des bras, des lits. Soudain, ces mots prennent tout leur sens. C'est urgent!

Marianne P.



DR

CHARIVARI À Sélestat comme à Ganges, Macron dégage!

Le 20 avril, dans le cadre de sa tournée médiatique pour « aller au contact des Français », Macron était en étape dans l'Hérault, à Ganges, une commune de 4000 habitantEs.



DR

« Anti, anti, anticapitalistes! », « Grèves, blocages, Macron dégage! » et de chants (« on est là... », « Emmanuel Macron, président des patrons... ») Une

mobilisation déterminée et combative où tous les syndicats (CGT, CGC, CFTD, FSU, CFTC, Solidaires ou CNT) étaient présents et bien visibles avec leurs drapeaux, ainsi que le SCUM (Syndicat de combat universitaire de Montpellier). Une colère que les forces de l'ordre étaient chargées d'éloigner des oreilles de Jupiter en bloquant toutes les rues conduisant au collège Louise-Michel (ça ne s'invente pas...). Là, bien à l'abri avec un public trié sur le volet, il animait une « table ronde » sur le « thème de l'éducation ». Par deux fois, les

manifestantEs, qui ont forcé les barrages, ont été copieusement arrosés de gaz lacrymogènes et visés au visage par des gazeuses. Retardé par une coupure volontaire de courant à son arrivée à l'aéroport de Montpellier, puis à nouveau plongé dans le noir au collège (actions revendiquées par la CGT Énergie), Macron a voulu avant de partir laver l'affront par un « bain de foule » bidon improvisé à Pérols. Comme d'autres actions partout en France, un tour de chauffe avant le 1^{er} Mai.

Correspondant

ÉCOLOGIE Phosphine: les profiteurs-empoisonneurs et leurs complices

Remontons à octobre 2022, date à laquelle l'Anses, la très modérée Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (accusée par le journaliste Fabrice Nicolino en 2019 de faire partie du lobby des pesticides), décide de restreindre à l'export l'utilisation de la phosphine, insecticide qualifié de très efficace pour le transport des céréales en bateau, à compter du 25 avril 2023. La fumigation n'aurait été autorisée que par contact indirect avec les céréales. Cette décision aurait très fortement impacté les exportations céréalières françaises vers l'Afrique, où plusieurs pays comme le Maroc, l'Égypte ou le Togo, exigent dans leur cahier des charges une fumigation par contact direct « afin de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles sur leur territoire ». La phosphine, ou hydrure de phosphore PH₃, est un gaz hautement

Les actionnaires de la société néerlandaise UPL Holdings Coöperatief U.A., numéro un mondial de l'agrochimie, et les gros céréaliers français peuvent dormir tranquille: la limitation de l'utilisation à l'export de la phosphine n'aura finalement pas lieu!

écotoxique, pouvant entraîner sur l'humain des troubles neurologiques et cardiaques. Il a été interdit d'utilisation en France depuis 2016. Fumigène le plus utilisé au monde, il a favorisé l'apparition de souches de parasites et d'espèces dites nuisibles résistantes, devenues aujourd'hui courantes en Asie, en Australie et au Brésil, résistances « préoccupantes » selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Sauver les exportations françaises de blé

À l'approche de la date fatidique, levée de bouclier des céréaliers français, intervention du ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, qui a demandé à l'Anses de revoir

sa copie, mettant en exergue les risques économiques. La France est le quatrième exportateur mondial de blé depuis la guerre en Ukraine: 11,5 millions de tonnes par saison pour un poids sur la balance commerciale de 3,8 milliards d'euros.

Au final, le 20 avril, l'Anses est revenue sur sa décision, s'appuyant sur une réglementation européenne qui permet les exportations hors UE si le pays importateur « exige ou accepte » une fumigation par contact direct avec le produit.

Pas d'inquiétude: l'autorisation de mise sur le marché (AMM) demandée par le fabricant néerlandais UPL Holdings Coöperatief U.A., qui commercialise le PH₃, est renouvelée en France a indiqué

l'Anses, précisant que « la présente décision se substitue à la décision du 26 octobre 2022 ».

L'interdiction d'un autre herbicide le S-métolachlore, est, elle, maintenue, les stocks de produit, employé sur le maïs, le tournesol et le soja, pouvant être utilisés jusqu'au 20 octobre 2024.

Au moment où le scandale du chlordécone rebondit, la France, avec la complicité de l'UE, continuera à empoisonner les travailleurs et travailleuses en France, ainsi que les populations des pays du Sud, poussant le cynisme jusqu'à se glorifier de les nourrir. À l'heure du réchauffement climatique, nous voilà plongés dans « les eaux glacées du calcul égoïste »!

Commission nationale écologie

ÉDUCATION Un Blanquer peut en cacher un autre...

Échec du bac en mars, réforme du lycée pro: rien ne change rien, tout recommence avec de vieilles formules. Dans la droite ligne de la politique de son prédécesseur, Pap Ndiaye n'annonce rien de plus que « travailler pour gagner plus »...

« **L**es enseignants n'ont pas été les fers de lance de la mobilisation [...]. Ils se rendent compte que la réforme telle que proposée, a un impact mais dans des proportions qui restent relativement gérables », voilà comment le ministre Pap Ndiaye voyait le mouvement de grève contre la réforme des retraites chez les enseignantEs le 4 avril dernier. Pourtant, si la grève reconductible ne s'est pas généralisée, les taux de grévistes lors des journées nationales interpro étaient importants dans nos établissements (dépassant à plusieurs reprises 50%)... Le ministre poursuit en cela la communication offensante de son prédécesseur.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de réclamer le retour des épreuves au mois de juin.

Annonces de revalorisations

Lors du déplacement à Ganges a été annoncé la fameuse « revalorisation des salaires » dans l'éducation. Celle-ci sera en deux parties: la première (nommée « socle ») prévoit une augmentation de primes diverses « sans condition » de 100 à 230 euros (brut) selon l'ancienneté. L'autre partie (dite « pacte ») concerne les volontaires qui accepteraient des « missions complémentaires », il ne s'agit donc aucunement ici d'une augmentation mais juste d'un réchauffé du « travailler plus pour gagner plus » qui ne correspond pas aux demandes des collègues. Bien entendu les oubliés de cette revalorisation restent les personnels les plus précarisés, AESH et AED en tête. Si une augmentation de rémunération est toujours bonne à prendre, elle demeure insuffisante, loin des 10% annoncés pendant la campagne électorale, loin de compenser la perte de pouvoir d'achat

des 20 dernières années. De plus, l'ensemble de ces mesures n'est qu'une augmentation de primes

qui par nature peuvent donc disparaître et surtout ne sont pas prises en compte pour la retraite, alors que nous nous battons pour ne pas bosser deux ans de plus. Il sera donc nécessaire de construire les mobilisations pour exiger une véritable augmentation des salaires pour toutes et tous.

Réforme du lycée professionnel

Enfin, dans sa volonté de « passer à autre chose », Macron a annoncé lors de son allocution du 17 avril qu'il comptait « engager » la réforme de la voie professionnelle. Pourtant les organisations syndicales unanimes avaient imposé la suspension de l'augmentation des périodes de stage. Macron souhaite donc encore agir de manière autoritaire et de façon isolée. Les mobilisations pour s'y opposer devront reprendre. D'ailleurs, la ministre chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, Carole Grandjean, a dû annuler sa visite dans un lycée toulousain car une intersyndicale large de l'éducation avait annoncé un rassemblement pour s'opposer à la réforme des retraites et du lycée pro.

JuNo

ANTIFASCISME Accueil très « campagnard » pour Zemmour

Se pensant probablement en terre conquise ou pour le moins à l'abri et loin de toute mobilisation antifasciste, Éric Zemmour avait choisi un restaurant de Montlouis-sur-Loire, un village près de Tours, pour dédicacer son dernier livre, le mardi 18 avril.

C'était mal connaître la détermination des Tourangeaux et Tourangelles, des Montlousiens et Montlousiennes, et supposer à tort que la légendaire douceur de la Touraine pouvait s'appliquer aux fachos.

C'est donc par des jets de fumier (bio!) et d'œufs que cette petite bande a été accueillie, ainsi que celles et ceux qui venaient faire dédicacer leur bouquin. Nous étions environ 80, jeunes et moins jeunes du NPA, de l'UCL, de la Confédération paysanne (qui a fourni le fumier bio), du Collectif antifasciste tourangeau, de Solidaires et de



NPA

LFI... derrière une grande banderole « Pas de fachos dans nos campagnes » à crier les slogans classiques: « Pétain, reviens, t'as oublié tes chiens » ou « Tout le monde déteste les fachos ».

CASTRES-TOULOUSE

Des milliers pour l'abandon de l'A69

Plus de 8000 personnes se sont retrouvées ce week-end dans le Tarn contre l'A69, socialement injuste et écologiquement irresponsable.

À l'appel du collectif local La voie est libre, de la Confédération paysanne, d'Extinction Rebellion et des Soulèvements de la Terre, une mobilisation massive et populaire a réuni habitantEs, paysanEs, éluEs, naturalistes, militantEs du climat et militantEs anticapitalistes, beaucoup de jeunes qui exigent le retrait du projet autoroutier entre Castres et Toulouse, anachronique, ringard et passiste.



NPA

Inutile et démesuré, le parcours permettrait de gagner quelques minutes sur le trajet. Au prix fort pour l'agriculture qui perdra près de 400 hectares de terres cultivables; pour la biodiversité puisque le préfet a autorisé une dérogation à la protection de 162 espèces animales et végétales; pour les habitantEs qui verront la durée du trajet gratuit augmenter d'un bon quart d'heure. À l'heure où il faudrait renforcer les transports collectifs, favoriser la voiture individuelle et la vitesse est un contresens absolu.

Contre le fait accompli

Le samedi après-midi, à travers champs et petits chemins forestiers un long cortège a rejoint la nationale 126 qu'un projet alternatif propose d'améliorer pour que les habitantEs disposent d'un aménagement routier sécurisé et accessible à tous.

Dimanche, des animations ont rythmé la journée et plusieurs tables rondes ont permis l'échange d'informations et le partage des expériences de lutte. L'ampleur de cette mobilisation est un appel clair au gouvernement et aux majorités des conseils départementaux et de la région Occitanie pour arrêter les travaux.

Déterminés contre le monde de Macron et Darmanin, les comités de la Haute-Garonne et du Tarn du NPA étaient présents au rassemblement et ont manifesté avec un cortège dynamique.

L'urgence climatique, l'effondrement de la biodiversité justifient la lutte. Les actions contre l'abattage des arbres, le désarmement des engins de chantier, les blocages vont se multiplier, bénéficiant d'un soutien de plus en plus large. Des recours juridiques seront déposés pour dénoncer l'illégalité de l'autorisation environnementale. Contre la stratégie du fait accompli et contre le passage en force des travaux nous serons là: « NO MACADAM! »

CorrespondantEs

Bombardement de fumier

Cet accueil a également permis de rappeler, en pleine mobilisation sociale, que les fachos sont les pires ennemis des travailleursEs et les meilleurs alliés et serveurs du capital quand il le faut.

Pendant plus d'une heure nous avons donc bombardé de fumier ce regroupement encostumé (une cinquantaine) et hétéroclite qui faisait la queue pour la dédicace à l'extérieur du restaurant.

Les gendarmes d'Amboise (peu habitués à gérer ce genre de confrontation) ont servi de tampon, empêchant même les plus énervés des petits nervis du service d'ordre, surtout vexés de se faire repeindre en marron leurs beaux costumes à coup de mottes de fumier, de venir en découdre. Gageons que nous leur avons coupé l'idée et l'envie de revenir parader dans le coin!

CorrespondantEs

SERVICES PUBLICS

Un rendez-vous à Lure en mai à ne pas manquer

La crise sanitaire a remis en évidence l'utilité et la nécessité des services publics, de la Sécurité sociale et l'engagement de leurs personnels. Alors que chacun connaît leur importance pour la transition écologique, pour l'égalité femmes-hommes et pour faire face à la dégradation des conditions de vie et de travail de la jeunesse, le gouvernement intensifie le démantèlement des services publics, leur privatisation, la réduction et l'externalisation de leurs missions.

Les victimes en sont les usagerEs et les personnels, c'est-à-dire l'ensemble de la population laborieuse. La lutte menée par des millions de personnes contre l'allongement de la durée de travail à 64 ans s'inscrit dans ce mouvement de défense des services publics. En faveur des personnes âgées, de la Santé, de la Sécurité... en particulier.

Reconquête et amélioration des services publics

Face à la démolition des services publics, la population doit converger dans une bataille pour leur reconquête et leur amélioration dans un objectif de justice sociale et écologique. Si de nombreuses luttes sectorielles ou locales, des mobilisations d'usagerEs, de personnelEs, d'élusEs, se mènent et se gagnent parfois, il y a urgence de les renforcer, les étendre et travailler à leur convergence pour créer les conditions d'un rapport de forces pérenne national. C'est sur cette base que la Convergence de défense et développement des services publics, la Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité et la Convergence nationale rail, et 224 organisations, syndicales, associatives et politiques — dont le NPA —, des coordinations, collectifs et comités ont signé un appel pour impulser une campagne pour un nouvel élan pour nos services publics. Elles ont décidé d'une mobilisation nationale du 12 au 14 mai 2023, à Lure en Haute-Saône, réunissant usagerEs, personnelEs et élusEs.

Un village des services publics sera installé toute la journée du samedi 13 dont voici une première liste de stands : accessibilité, agriculture, alimentation, eau, éducation, formation et université, emploi, travail, industrie et services publics, énergie, forêts, bois, écologie, ONF, justice & sécurité, logement, poste et télécommunications, santé et médico-social. De quoi débattre en toute démocratie de ce qui nous concerne directement. Des cars partiront d'un peu partout. Manifestation nationale le samedi 13 mai 2023 à 14 h 30. Tous à Lure!

CorrespondantEs

Pour d'avantage de précisions consultez le site : <https://www.nesp2023.com/>



Un nouvel élan pour les services publics

LURE (70) 12>14 mai 2023

MANIF' NATIONALE
Samedi 13 mai, départ : 14h30

TRANSPORT La privatisation des lignes de bus RATP engluée dans ses contradictions

La privatisation des lignes de bus de région parisienne est reportée car sa mise en place montre déjà les conséquences désastreuses et prévisibles de cette casse du service public.

Mardi 11 avril, les députés ont voté, en commission, le report de « l'ouverture à la concurrence » à 2026, c'est-à-dire la vente à la découpe, en 12 lots, de délégations de services publics sur la base d'appels d'offres auxquels pourront répondre diverses entreprises. Des nouvelles entreprises ou des filiales d'entreprises d'État, comme c'est le cas de Transdev, qui est une filiale de la Caisse des dépôts et consignations, ou de Keolis, qui appartient à la SNCF. Il y aura aussi sans doute des filiales de la RATP ! Et les salariéEs seraient transférés de la RATP à leur nouvel employeur, perdant ainsi leur statut.

Dégradation des conditions de travail et pénurie de main-d'œuvre

La RATP serait ainsi démantelée pour être remplacée par des sociétés qui échappent davantage au contrôle public, qui peuvent casser les statuts, les horaires, les temps de pause, les rémunérations. Ce sont ces conditions de travail fortement dégradées par rapport à la RATP qui ont été une des causes de la grève de Transdev. Déjà la RATP, en préparation de l'ouverture à la concurrence, a réduit de 121 à 115 jours le nombre de jours de repos des conducteurEs, augmenté l'amplitude de



11 h de travail à 13 h à partir du 1^{er} janvier dernier. En « contrepartie », une série de primes sont transformées en augmentation de salaire, mais ça ne compense pas l'augmentation du temps de travail, cela ne représente pas d'augmentation effective sur la fiche de paie... et cela ne concernera pas les futurEs embauchéEs. C'est donc un vol organisé des salariéEs RATP, une dégradation des conditions de travail, sous prétexte d'une privatisation qui n'est même pas effective.

Et, pour les usagerEs, la qualité sera également revue à la baisse : l'entretien des véhicules, le remplacement en cas d'incident, l'information aux voyageurs et

la superposition de lignes sur les mêmes arrêts pourraient poser de nombreux problèmes, selon la Fédération nationale des associations d'usagerEs des transports (FNAUT) qui ne se dit pourtant pas opposée à la mise en concurrence.

Report de la mise en concurrence en 2026

La privatisation pose déjà des problèmes : la perte du statut pour les agentEs qui seront transférés conduit à une difficulté à embaucher de nouveaux personnels, et on observe une pénurie de main-d'œuvre. De plus, la dégradation des conditions de travail conduit à une augmentation

de l'absentéisme pour raisons médicales ou pour des grèves de 59 minutes qui permettent de protester ou de souffler entre deux services. Il y a des mobilisations sur l'augmentation des amplitudes horaires, le découpage des services en deux fois avec une pause entre les deux services.

La mairie de Paris et les députés PCF ont interpellé le gouvernement et Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France et donc d'IDF-Mobilités, argumentant notamment que cela pourra affecter... les jeux Olympiques. Ils ont demandé un report de la mise en concurrence à 2028, et les députés de la majorité présidentielle ont transformé en 2026. Le vote devrait avoir lieu le 4 mai prochain.

Cela donne un répit pour les salariéEs et les usagerEs. Et du temps pour informer sur les dangers de la privatisation, sur ses modalités et construire des mobilisations unitaires entre organisations syndicales et population des quartiers pour refuser la mise en concurrence. Un mouvement de type « ne privatisez pas ma ligne de bus » pourrait naître, profitant des luttes qui ont existé ces dernières années à la RATP, que ce soit contre les réformes des retraites ou, dans certains endroits, contre la privatisation.

Correspondant

CGT Sophie Binet à Gardanne sur les terres de l'UD 13

Plus d'un millier de militantes et militants CGT des Bouches-du-Rhône et des départements voisins étaient présentEs le 20 avril à la Centrale de Gardanne pour la conférence de presse transformée en meeting, avec Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, Olivier Mateu, secrétaire général de l'union départementale et le secrétaire général du syndicat de la Centrale.

Histoire peut-être de faire mentir les rumeurs selon lesquelles la CGT 13 pourrait être hostile à la nouvelle dirigeante, une longue acclamation a répondu à Olivier Mateu quand il a présenté Sophie Binet. CheminotEs, agentEs des finances, de l'éducation, de la santé, territoriaux, portuaires et unions locales étaient présents. Dans une courte intervention, le syndicat de la Centrale a rappelé les cinq ans de lutte des salariéEs et le projet industriel de reconversion porté par eux, en défense de l'emploi et dans le respect de l'environnement.

Un grand service public de l'énergie

Sophie Binet n'a pas manqué de rendre hommage aux combats que mène depuis toujours l'union départementale des Bouches-du-Rhône. Son but en venant à Gardanne était de rencontrer la 3^e UD de France à la pointe de la lutte contre la « réforme » des retraites et de porter l'exigence du retrait de la loi, la nécessité de rester mobiliséEs, de maintenir le cadre de l'intersyndicale, et de



CGT GARDANNE

se préparer à un 1^{er} Mai massif et unitaire à la hauteur des enjeux. Ce 1^{er} Mai sera marqué aussi par la présence de syndicalistes étrangers venus apporter leur soutien à notre lutte. Lors de son évocation de la CFDT, quelques huées et sifflets se sont fait entendre, mais sans plus... Condamnant le durcissement de la répression policière, elle a exigé du pouvoir le respect de la liberté de grève et de manifestation, cela sous les acclamations nourries de l'assistance. Sans doute pour répondre aux débats du dernier

congrès fédéral, Sophie Binet a rappelé qu'être à Gardanne était aussi un geste de soutien à la lutte de la Centrale, lutte qui ne tourne pas le dos à la transition énergétique mais vise au contraire que cette transition se fasse en lien avec la question sociale et la défense de l'emploi.

Ce but est lié à la nécessaire reconquête d'un grand service public de l'énergie tenant compte du savoir-faire des salariéEs, but que s'est assigné le projet porté par le syndicat de la Centrale. Sur

ce point, les engagements du gouvernement sont restés lettre morte, mais les salariéEs et la CGT sont bien décidés à l'interpeller pour que ceux-ci soient respectés à la date limite du 15 mai.

La CGT 13: le pouvoir de mobiliser

Pour finir, et après un congrès des plus houleux au cours duquel, selon bien des militantEs du 13, la ligne « de classe » a pu témoigner de son existence et de son poids, Sophie Binet a répondu aux questions « internes » en réaffirmant l'unité de la direction fédérale avec l'UD 13 et les combats qu'elle mène. L'accueil plus que chaleureux reçu par la nouvelle secrétaire générale préfigure-t-il un apaisement des tensions ? En conclusion (provisoire) on peut dire que quels que soient les débats et désaccords qui peuvent se manifester çà et là avec la ligne de la CGT 13, il est évident qu'elle reste en mesure de mobiliser largement ses militantEs, comme on le voit dans les manifestations où elle représente 75% à 80% des participantEs, ou lors de cette initiative.

Même si ce poids incontournable lui fait prendre souvent seule des initiatives ; même si elle mène depuis plus de cinq ans une démarche plus unitaire en direction des seuls syndicats FSU et Solidaires et des seuls partis que sont LFI, PCF, NPA, Association nationale des communistes (ANC), la CGT 13 est depuis le début du mouvement partie prenante de l'intersyndicale, et rien ne semble pour le moment lui faire choisir une autre stratégie.

Correspondant

Réunion publique

Salle comble à Montpellier pour « Un monde à changer! »

Peu de têtes connues mais du monde, bien plus qu'attendu. Mercredi 19 avril, 300 personnes ont participé à la réunion publique avec Olivier Besancenot intitulée « Un monde à changer ».

Les portes ouvrent à 19 h, et jusqu'à 20 h environ les participantEs ont pu nous rencontrer à notre stand et récupérer autocollants, affiches et 4 pages. Ils et elles ont également pu faire quelques emplettes parmi les livres de La Brèche sélectionnés pour l'occasion et financer les RIJ (Rencontres internationales des jeunes) en achetant les gâteaux confectionnés par les Jeunesses anticapitalistes de Montpellier en plein développement.

Nombreuses prises de parole

C'était aussi l'occasion de rencontrer d'autres militantEs que nous avions invitéEs à tenir un stand. Ont répondu présentEs : la coalition Montpellier contre l'apartheid, Arrêt du nucléaire 34, Technopolice, Stop Armes Mutilantes, la Jeune Garde, le DAL, le collectif Bienvenue MigrantEs 34 et le collectif SOS Oulala (contre le LIEN, un projet bien avancé de contournement routier de Montpellier). Juste avant le début des



prises de parole un groupe s'installe discrètement ; il arrive en direct du rassemblement de solidarité avec les Soulèvement de la terre où un camarade du NPA a lu un message de soutien.

20 h 22 environ, Louise (Jeunesse anticapitaliste de Montpellier) qui anime la soirée ouvre les interventions. José Luis présente la coalition Montpellier contre l'apartheid, à

laquelle le NPA appartient. Dans la seule ville de France qui fête chaque année « Jérusalem comme capitale une et indivisible de l'État d'Israël » en présence du consul d'Israël et devant tout l'aréopage des responsables politiques locaux, l'initiative est d'importance. Ensuite Matthieu, lycéen membre des Jeunesses anticapitalistes et de la FIDL, revient sur l'engagement des jeunes dans

le mouvement contre la réforme des retraites. Julie, militante d'Alternatiba, retrace la répression qui s'abat sur les mobilisations écologistes de ces dernières années et développe le lien entre logique productiviste et patriarcat. Enfin Loïc, cheminot à la CGT, fait part de la détermination qui anime encore son secteur après ces trois mois de mobilisation.

« L'avenir politique du pays se dessine en ce moment même »

Olivier déroule alors de manière combative nos propositions sur les retraites (retraite à 60 ans, 37,5 annuités et caisses gérées entièrement par les seulEs salariéEs), mais pas seulement. Il rappelle que si, pour la suite, « le doute est légitime », « l'inconnu est le propre de cette mobilisation et la séquence ne s'arrête pas là ». Car la crise de régime est durable, et c'est hors du calendrier et du cadre de la 5^e République que résident des solutions. « L'avenir politique du pays se dessine en ce moment même et pas dans quatre ans ». Un échange avec la salle suit l'intervention d'Olivier, et c'est une Internationale pleine d'enthousiasme et de détermination qui clôture le meeting.

Un gros succès qui nous a bien donné la pêche pour la suite et pour accueillir Macron et Ndiaye « chaleureusement » le lendemain... à Ganges!

CorrespondantEs

Séjour militant

En Belgique, de la colère à la « tendresse entre les peuples »

À l'occasion du film « Il nous reste la colère » sur la lutte contre la fermeture de l'usine Ford à Bordeaux, un voyage militant en Belgique a été organisé par les camarades de la Gauche anticapitaliste (GA), organisation proche du NPA, en lien avec les équipes militantes du CADTM (comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde), Attac Belgique, la Fondation Léon-Lesoil.

À la base, trois projections étaient programmées : dans un amphi de l'Université libre de Bruxelles, où 350 personnes se sont réunies ; dans le cinéma associatif historique de Liège, Les Grignoux, qui a rassemblé 300 personnes ; et à Namur, sur un lieu associatif autogéré « La Casserole » avec 120 personnes.



Mêmes besoins de dignité de chaque côté de la frontière

Ce furent autant d'occasions de discuter des luttes d'hier et d'aujourd'hui, à partir de celle pour la défense des emplois directs et induits, pour en venir à celle des salariéEs des magasins Delhaize en grève ces dernières semaines contre la « franchisation » (vente de la marque) qui se traduit par une série de remises en cause de droits sociaux, ou même à celle contre la réforme des retraites en France, très suivie en Belgique.

Les luttes, d'un pays à l'autre, surtout quand on a à peu près la même langue, sont très communicatives, on se comprend tout de suite et on voit vite que nous partageons les mêmes colères, les mêmes besoins de dignité.

Autour du film mais aussi entre les projections, avec le public comme entre militantEs, nous avons discuté de l'histoire des révoltes, de luttes des classes, de luttes contre les oppressions, de l'horreur du colonialisme (Congo), de l'aberration de la monarchie (non, on ne parle pas de Macron mais plutôt des rois belges), de l'exploitation dans les mines et la sidérurgie puis des licenciements massifs dans ces industries, de la brutalité du capitalisme avec la destruction des services publics...

Meeting internationaliste

Nous avons participé à la journée « anticapitaliste » organisée par les camarades de la GA, avec plusieurs débats et un meeting internationaliste en clôture nommé « la tendresse entre les peuples ». S'y sont succédé les interventions de camarades ukrainiennes sur la guerre d'invasion de Poutine, en solidarité avec le peuple ukrainien, anglais sur les grève au Grande-Bretagne, iranienne sur la révolte des femmes et du peuple contre les mollahs, espagnol sur la « gauche » au pouvoir, éternelle déception ou trahison, française, c'est-à-dire nous, le NPA, sur la bataille des retraites et la terrible « tendresse » entre le pouvoir et les manifestantEs, belge bien sûr pour parler situation et perspectives.

Ces 3-4 jours de rencontres-discussions sont importants car ils permettent d'apprendre beaucoup sur ce qui se passe à côté, de tisser et de renforcer des liens humains et militants qui sont nécessaires, des liens de solidarité, de coopération, des liens internationalistes. Nous avons pu d'ailleurs amorcer une action commune entre camarades du NPA lillois et camarades bruxellois de la GA à l'occasion de la venue de Macron à Ostende deux jours après. Car il faut le dire, nos camarades aimeraient bien que la lutte en France provoque un sursaut en Belgique en lançant chez eux aussi une bataille politique pour la retraite à 60 ans.

Béatrice et Philippe

Rencontres

Week-end national des Jeunesses anticapitalistes du NPA

Les jeunes du NPA organiséEs au sein des Jeunesses anticapitalistes (JA) se sont retrouvés les 22 et 23 avril pour un week-end national. L'occasion de faire un état des lieux de nos interventions et stratégies dans la dernière séquence et de notre structuration nationale.

Dans la dernière séquence, celle de la mobilisation contre la réforme des retraites, notre participation est très différente en fonction des villes, de la présence sur les facs/lycées ou non. Comment apparaître dans ces lieux ? JA ou syndicat ? De façon générale, de nombreuses discussions sur l'articulation entre travail de masse et actions plus radicales, comme la participation dans les cortèges de tête ou les cortèges jeunes.

Un 1^{er} Mai massif

Nous ne voulons (toujours) pas passer notre vie au travail et le gouvernement, malgré son autoritarisme, est de plus en plus faible : nous continuons d'appeler à construire et organiser la lutte contre cette réforme et pour cela avoir un 1^{er} Mai massif est indispensable. Macron et ses ministres annulent leurs déplacements, nos casseroles les font reculer, ensemble on peut gagner.

Féminisme, écologie et internationalisme

Nous sommes revenus sur le 8 mars et sur la lutte contre les mégabassines. Force est de constater que la question des femmes après le 8 mars et plus encore après le 49.3 a complètement disparu. Nous devons en tant que JA tout faire pour que les luttes féministes restent d'actualité à travers la mise en place de campagnes féministes concrètes. La lutte à Sainte-Soline nous a impressionnéEs par ses différences de tactiques, sa radicalité mais aussi sa festivité. Ces luttes sont nécessaires, et elles posent la



question de la propriété privée et de la répartition des ressources qui sont des piliers du capitalisme, d'où la répression d'une extrême violence. L'internationalisme a pris une part importante : formation théorique, présentation du camp jeune de la IV^e internationale (RIJ). Nous avons décidé de faire de la 38^e édition des RIJ (22-28 juillet, près de Moulins) une échéance de formation et de construction primordiale pour les JA. Aussi, nous avons acté comme une de nos priorités la participation à la lutte écologique et franco-italienne : No TAV.

Pride

L'occasion aussi de participer à la marche lesbienne du 23 avril à Paris. Cette marche, organisée cette année par l'association FièrEs à quelques jours de la journée de visibilité lesbienne, portait comme mot d'ordre « Contre la lesbophobie d'État ». Nous estimons que les mobilisations féministes, LGBTI et

antiracistes doivent faire partie de nos priorités et que leur autonomie et l'auto-organisation des personnes concernéEs sont indispensables. Plus qu'à la participation des prides, nous appelons à leur construction.

Nous appelons à nous rejoindre toutes celles et ceux qui se sont reconnuEs dans l'orientation portée par le NPA tout au long de la mobilisation mais aussi celles et ceux qui veulent militer autour des questions de jeunesse, avec la conviction qu'un changement de société radical est nécessaire pour notre émancipation et contre les oppressions. Les JA sont présentes à : Toulouse, Paris, Montpellier, Lille, Orléans, Albi, Dijon, Lyon, Marseille, Bayonne, Angoulême, Poitiers, Strasbourg, Saint-Denis, Chambéry et Rennes. Rejoignez-nous!

CorrespondantEs

Mail: jeunes@nouveau-parti-anticapitaliste.org
Twitter et insta: @jeunesses_npa
Fb: @jeunessesnpa

SYRIE « Les zones du soulèvement sont celles qui ont le plus souffert des mesures de libéralisation des années 2000 »

Entretien. À l'occasion de la présentation de son livre « Syrie, le martyre d'une révolution » paru aux éditions Syllepse à la librairie La Brèche le 19 avril dernier, nous sommes revenus avec **Joseph Daher** sur quelques-uns des éléments marquants de la révolution en Syrie. Extraits d'un entretien vidéo bientôt disponible sur le site de L'Anticapitaliste.

Le dictateur Bachar el-Assad, qui est en place au moment de la révolution syrienne, hérite de l'État de son père Hafez el-Assad...

Lorsque Bachar el-Assad arrive au pouvoir en 2000, il hérite du pouvoir de son père dans le cadre d'une prétendue République (plutôt une monarchie). Hafez el-Assad représente, quand il prend le pouvoir dans les années 1970, le courant droitier du Parti Baas, un parti nationaliste arabe de tendance tiers-mondiste, avec une volonté de souveraineté nationale et de certaines formes de justice sociale, mais qui s'oppose à la lutte des classes et défend des politiques nationalistes anti-minorités nationales, particulièrement contre les Kurdes. La néolibéralisation accélérée va avoir lieu sous Bachar el-Assad. Là on voit une concentration de pouvoir politique économique et militaire dans un petit groupe familial de personnes liées directement au pouvoir. On voit cette transition du pouvoir « néopatrimonial » de Hafez-el-Assad à « patrimonial » avec Bachar el-Assad qui a le pouvoir politique. Durant les dix années qui précèdent l'éclatement du processus révolutionnaire, les inégalités de richesse s'accroissent. Ce seront les conditions matérielles de l'éclatement. Les images d'Égypte et de Tunisie ont inspiré cette nouvelle génération de Syriens pour sortir dans les rues par plusieurs millions à partir de mars 2011.

En plus d'une accélération des réformes néolibérales, on voit une tentative d'ouverture politique vite stoppée. Quelles en sont les conséquences ?

La Syrie est un pays de la périphérie par rapport au centre d'accumulation capitaliste. Le développement inégal et combiné de Trotsky nous permet de comprendre pourquoi des formes d'organisation sociale qui peuvent être considérées « archaïques » ou « primaires » basées sur les questions de tribu, de confession, de régionalisme — qu'on peut trouver également en Europe mais pas forcément aussi développées — sont liées au développement capitaliste mais également politique de cette région. Il ne s'agit pas d'essentialiser mais de comprendre l'instrumentalisation qu'en ont fait les dominants politiques, comme la puissance mandataire française quand elle occupait la Syrie. C'est comme ça qu'on peut comprendre pourquoi ces formes existent aujourd'hui. Dans les années 2000, la Syrie connaît privatisations, mesures de libéralisation, réapparition des premières banques privées, accord de libre-échange avec des pays de la région, avec la Turquie qui va beaucoup affecter les petites industries qui n'ont pas les capacités de faire concurrence à la Turquie, ou aux produits étrangers. Les zones les plus touchées par le soulèvement sont celles qui ont le plus souffert

Il y a des pans entiers du territoire syrien qui sortent du contrôle du régime syrien et, lorsque le régime doit se retirer de certaines régions de Syrie, les gens commencent à s'organiser sur tous les aspects de la société

des mesures de libéralisation. On parle d'un taux de pauvreté qui serait passé de 10 à 15 % en 2000 à plus de 30 % sachant qu'un autre tiers de la population vivait juste au-dessus du taux de pauvreté. La structure sociale du régime se modifie sous Bachar el-Assad. La base sociale du pouvoir est réduite à la classe moyenne supérieure libérale. Le lien avec les classes populaires est distendu, bien que la base populaire soit un peu plus grande et qu'il fasse usage de ses liens à travers la religion, la tribu, le clientélisme.

En 2011, presque 60% des Syriens ont moins de 28 ans. C'est un peuple jeune, donc révolutionnaire...

Les images de Tunisie, d'Égypte toute la journée à la télévision font naître une volonté de changement. Déjà entre janvier et mars il y a des petites manifestations dans certaines villes, dans certains quartiers avant l'éclatement réel de mi-mars 2011. Ces nouvelles générations n'ont pas vécu directement la répression des années 1980. En 2011, jusqu'à fin 2012, début 2013, le mouvement populaire est profond. D'ailleurs, avec la Libye, on est dans une véritable « situation révolutionnaire ». Il y a des pans entiers du territoire syrien qui sortent du contrôle du régime syrien et, lorsque le régime doit se retirer de certaines régions de Syrie, les gens commencent à s'organiser sur tous les aspects de la société. C'est là que naissent les conseils locaux. L'idée est d'aller au-delà des simples comités de coordination qui sont en général des organisations de quartier ou de village au niveau d'une région et qui essaient d'organiser les manifestations. L'idée est venue d'un militant de la révolution, Omar Aziz, médecin et anarchiste, de fonder un contre-pouvoir qui organise tout de A à Z. On voit apparaître des conseils locaux, par obligation, puisque « l'État » a disparu. Le message dominant est démocratique, un message de justice sociale, d'égalité, même s'il y avait aussi un manque d'organisation lié à des décennies de répression, une absence de volonté d'une majorité des oppositions démocratiques et libérales de constituer des syndicats libres, des organisations féministes de masse, etc. tout en réduisant le combat aux aspects démocratiques.

À partir de l'échec de l'Armée syrienne libre, deux camps politiques antagonistes émergent : les djihadistes et le confédéralisme démocratique du PYD. Pourtant, en 2012, le djihadisme est hyper minoritaire. Comment les djihadistes réussissent-ils à s'implanter ?

Il y a un tournant, régional d'ailleurs, à l'été 2013 avec le coup d'État en Égypte contre le président des Frères musulmans, qui est plutôt un coup d'État contre la révolution en soi, et qui dépasse les Frères musulmans. Cela ne pose pas de problème de recevoir Sissi dans plusieurs capitales européennes, y compris Paris. En Syrie, le tournant, c'est l'utilisation de l'arme chimique à la Gouta dans la banlieue de Damas qui va faire plusieurs centaines de morts. Alors que le président des États-Unis, Obama, avait annoncé que les armes chimiques étaient une ligne rouge à ne pas dépasser, il n'y a aucune réaction. Dès lors, l'opposition, qu'elle soit armée ou politique, s'affaiblit et les organisations fondamentalistes, intégristes, islamiques, qui avaient déjà une critique par rapport aux États occidentaux, et donc Daesh, Jabhat al-Nosra, etc. se renforcent. Ils vont commencer à dominer la scène armée. On voit progressivement aussi la scission entre l'État islamique et Jabhat al-Nosra, et leur efficacité monétaire sur le terrain, la capacité d'enranger, d'accumuler des capitaux par différentes sources privées, des monarchies du Golfe ou à travers la contrebande, le vol.

Le Conseil national syrien (CNS) et l'ASL ont fait des erreurs que n'a pas fait le PYD kurde. À partir de juillet 2012, une deuxième révolution dans la révolution voit le jour au nord de la Syrie, mais avec une direction politique progressiste...

L'organisation mère, le Parti des travailleurs du Kurdistan, ce sont des décennies d'expérience politique à partir des années 1970-1980. Il avait une présence en Syrie et même une alliance avec le régime syrien qui va se retourner contre lui avec le rapprochement avec la Turquie. À partir des années 2000, les évolutions politiques au sein du PKK poussent à fonder des partis frères dans les structures nationales, d'où le PYD. Avec l'éclatement du processus révolutionnaire, la majorité des partis kurdes ne participent pas forcément aux manifestations. Le PYD va émerger de cela, avec une expérience politique très importante issue du PKK, et il va bénéficier du fait que le régime affaibli va laisser l'administration au PYD et des groupes armés revenir de la montagne au nord de l'Irak. Vont se développer le Rojava et l'autorité autonome du nord-est de la Syrie dont les aspirations sont très intéressantes : la question des femmes, une volonté d'unité arabe, l'encouragement de lois laïques, du mariage civil et l'idée d'une Syrie pensée différemment, loin d'un État centralisateur, autoritaire.

Propos recueillis par Camille Nashorn



L'image de la semaine



Vu ailleurs

CHAQUE GOUTTE COMPTE. « Je n'avais pas d'eau ce matin au robinet ! » « Moi je m'en suis rendu compte vers minuit hier. Heureusement que je m'en suis aperçue et que je n'ai pas lancé mon lave-linge ! » « Toi qui es en bas du village, tu auras de l'eau avant nous ! » 15h, ce vendredi après-midi, dans le petit village de Corbère-les-Cabanes, 1040 habitants, à une vingtaine de kilomètres de Perpignan, dans les Pyrénées-Orientales. [...] Privée d'eau potable depuis le 14 avril 2023, la commune invite ses habitants à venir ici, deux fois par semaine, se fournir gratuitement en bouteilles d'eau. « Ça coûte 3500 € par semaine à la municipalité, pour 14 palettes de 120 packs », détaille le maire Gérard Soler, qui supervise les opérations. Un à un, seuls ou en famille, les Corbériens viennent se ravitailler : un pack de 9 litres par personne pour six jours pour chaque foyer, comme la semaine précédente. Soit 1,5 litre par jour pour boire, faire la cuisine, se laver les dents... « C'est un peu juste, alors on fait très attention », confie Audrey, 38 ans, en chargeant ses cinq packs pour elle, son mari Jérôme, et leurs trois enfants, dans le coffre de sa voiture. [...] « Le forage qui nous alimente habituellement, est à sec », explique Jean-Pierre Saurie, adjoint au maire de Corbère et président du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable qui gère l'alimentation en eau des quatre communes. « Au lieu de 8 mètres d'eau au-dessus de la pompe, il n'y a plus que 10 cm. » Le syndicat a donc dû se brancher, en urgence, sur un autre forage, utilisé par des agriculteurs. L'Agence régionale de santé a analysé l'eau, et l'a jugée potable, mais un incident a obligé à procéder à de nouvelles analyses. « Un joint a lâché sur une canalisation. C'est ce qui a provoqué la coupure d'eau », explique l'élu. [...] Parmi les habitants qui viennent se ravitailler en eau, beaucoup assurent qu'ils n'ont pas attendu la pénurie pour modérer leur consommation. « Ça fait des années qu'on est en état d'alerte, et qu'on fait comme si le problème n'existait pas ! », s'indigne Sophie, une quinquagénaire de Corbère-les-Cabanes [...]

Henri Frisque, « Chaque goutte compte » : la sécheresse prive d'eau potable ces habitants des Pyrénées-Orientales, Ouest-France, 24 avril.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZ2554755

Date : Signature obligatoire : _____
www.lanticapitaliste.org